

COMPTES PUBLICS

1992-1993

Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1993**

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1992/93,3
Ex. 01
QMDF

Québec 

9921
Z9
03
C438
1001/03,3
Ex. 01
QMDP

COMPTES PUBLICS

1992-1993

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1993**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-27628-0 (Édition complète)
ISBN 2-550-27583-7 (Volume 3)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1993
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993	
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec et Rapport du Vérificateur	7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	10
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec et Rapport du Vérificateur	18
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	22
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	26
Fonds de développement international et Rapport du Vérificateur	30
Fonds de financement et Rapport du Vérificateur	35
Fonds de la formation à distance et Rapport du Vérificateur	(*)
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger et Rapport du Vérificateur	41
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	49
Fonds de reprographie gouvernementale et Rapport du Vérificateur	55
Fonds des approvisionnements et services et Rapport du Vérificateur	61
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	70
Fonds des contributions des automobilistes au transports en commun et Rapport du Vérificateur	75
Fonds des moyens de communication et Rapport du Vérificateur	78
Fonds des registres du ministère de la Justice et Rapport du Vérificateur	84

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993 (suite)	
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	89
Fonds des services de télécommunications et Rapport du Vérificateur	91
Fonds des services informatiques et Rapport du Vérificateur	98
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	105
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	110
Fonds du courrier et de la messagerie et Rapport du Vérificateur	115
Fonds du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	118
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	125
Fonds Les Publications du Québec et Rapport du Vérificateur	127
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	134

(*) Les états financiers n'étant pas disponibles au moment de la préparation de ce volume, ceux-ci n'y sont pas incorporés.

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1993

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35.1 et P-30)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Primes	90 074 \$	99 495 \$
Revenus de placements (note 3)	226 716	244 684
Recouvrement d'une réclamation en exécution de garantie	300	
	317 090	344 179
DÉPENSES		
Réclamation en exécution de garantie	500 790	2 174
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	(183 700)	342 005
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	2 741 336	2 399 331
SOLDE DU FONDS À LA FIN	2 557 636 \$	2 741 336 \$

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	16 451 \$	15 857 \$
Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	47 861	152 426
Dépôts à participation (note 4)	2 509 202	2 627 908
	2 573 514 \$	2 796 191 \$
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	184 000 \$	183 665 \$
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Primes perçues d'avance	15 878 \$	54 855 \$
Solde du fonds	2 557 636	2 741 336
	2 573 514 \$	2 796 191 \$
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	184 000 \$	183 665 \$

POLICES DE GARANTIE (note 6)

Pour la Régie,
 Gilles Prigent
 Claude Régnier

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1993	1992
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	214 469 \$	235 679 \$
Dépôt à vue	6 673	9 005
Gain sur aliénation d'unités de participation	5 574	
	<u>226 716 \$</u>	<u>244 684 \$</u>

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1993	1992
Nombre d'unités	3 040	3 183
Valeur marchande par unité	842,14 \$	817,75 \$
Coût d'acquisition des unités	2 509 202 \$	2 627 908 \$
Valeur marchande des unités	2 560 092 \$	2 602 910 \$

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicomis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et d'entités para-gouvernementales inscrites au bilan à leur valeur nominale, soit 164 000 \$ (163 665 \$ en 1992) déposées par un marchand de lait et 20 000 \$ déposées par un centre régional de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur totalisaient 399 M\$ au 31 mars 1993 (386 M\$ au 31 mars 1992).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1993, ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 juin 1993

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Suramendes compensatoires	1 154 442 \$	1 033 803 \$
Contributions pénales	73 679	77 599
	<u>1 228 121</u>	<u>1 111 402</u>
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux centres d'aide	684 500	579 500
À SOS - Violence conjugale	151 500	151 500
À des projets spéciaux	24 900	20 000
	<u>860 900</u>	<u>751 000</u>
Traitements et avantages sociaux	317 956	283 681
Services professionnels	18 495	17 136
Frais de déplacement et colloques	32 711	14 867
Publicité	32 056	9 670
Services de communication	50 301	72 606
Loyers	45 871	
Frais de formation	677	1 073
Fournitures et approvisionnements	3 175	4 794
Abonnements	1 493	1 125
Mobilier et équipement	6 483	6 635
Intérêts et frais bancaires	21	33
	<u>1 370 139</u>	<u>1 162 620</u>
PERTE NETTE	142 018	51 218
EXCÉDENT AU DÉBUT	973 571	1 024 789
EXCÉDENT À LA FIN	<u>831 553 \$</u>	<u>973 571 \$</u>

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Encaisse	370 049 \$	511 126 \$
Placement temporaire - au coût (note 3)	500 000	483 325
Frais payés d'avance	4 404	250
	<u>874 453 \$</u>	<u>994 701 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	42 900 \$	21 130 \$
EXCÉDENT	<u>831 553</u>	<u>973 571</u>
	<u>874 453 \$</u>	<u>994 701 \$</u>

Christine Viens
 Administratrice du Fonds d'aide
 aux victimes d'actes criminels

Michel Bouchard
 Sous-ministre de la Justice par intérim

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1993**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Opérations

Les revenus de suramendes compensatoires et de contributions pénales sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

3. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

4. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ce régime. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 14 470 \$. Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

5. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations:		
Traitements et avantages sociaux	317 956 \$	283 681 \$
Services de communication	50 301	72 606
Loyers	45 871	

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 juillet 1993

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1993**

	1993	1992
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	11 087 123 \$	11 466 165 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(252 171)	363 980
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	3 468 088	2 494 671
	<u>14 303 040</u>	<u>14 324 816</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	13 527	16 341
REVENU NET	<u>14 289 513 \$</u>	<u>14 308 475 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993**

	1993	1992
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	100 937 000 \$	104 779 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	29 843 000	33 566 000
Remboursements du principal des obligations	(17 556 000)	(37 408 000)
Solde à la fin	<u>113 224 000</u>	<u>100 937 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	14 022 324	(286 151)
Revenu net	14 289 513	14 308 475
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(26 146 207)	
Solde à la fin	<u>2 165 630</u>	<u>14 022 324</u>
SOLDE DU FONDS	<u>115 389 630 \$</u>	<u>114 959 324 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Placements (note 4)	112 915 484 \$	113 114 315 \$
Intérêts courus	2 498 023	1 763 540
Encaisse		81 469
	<u>115 413 507 \$</u>	<u>114 959 324 \$</u>
PASSIF		
Chèque en circulation moins encaisse	23 877 \$	
SOLDE DU FONDS	<u>115 389 630</u>	<u>114 959 324 \$</u>
	<u>115 413 507 \$</u>	<u>114 959 324 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 1 452 594 \$.

4. PLACEMENTS

	1993	1992
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	96 041 000 \$	66 580 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduites des primes	1 368 798	(1 275 421)
	97 409 798	65 304 579
Placements à court terme - au coût	15 505 686	47 809 736
	112 915 484 \$	113 114 315 \$

Au 31 mars 1993, la valeur marchande des obligations est de 100 937 221 \$ (1992: 67 036 536 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 24 septembre 1993

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	34 183 731 \$	30 084 731 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(548 396)	1 076 998
Gains sur contrats à terme sur obligations		207 360
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	15 559 895	10 492 277
	<u>49 195 230</u>	<u>41 861 366</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	39 716	31 513
Commissions sur contrats à terme sur obligations		9 294
	<u>39 716</u>	<u>40 807</u>
REVENU NET	<u>49 155 514 \$</u>	<u>41 820 559 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	285 694 200 \$	244 289 700 \$
Contributions du gouvernement du Québec	76 650 000	77 744 000
Remboursements du principal des obligations	(27 874 000)	(36 339 500)
Solde à la fin	<u>334 470 200</u>	<u>285 694 200</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	11 557 566	(1 062 993)
Revenu net	49 155 514	41 820 559
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(50 616 313)	(29 200 000)
Solde à la fin	<u>10 096 767</u>	<u>11 557 566</u>
SOLDE DU FONDS	<u>344 566 967 \$</u>	<u>297 251 766 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Placements (note 4)	335 698 394 \$	291 530 642 \$
Intérêts courus	8 864 359	5 709 430
Encaisse	33 014	40 494
	<u>344 595 767 \$</u>	<u>297 280 566 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	28 800 \$	28 800 \$
SOLDE DU FONDS	<u>344 566 967</u>	<u>297 251 766</u>
	<u>344 595 767 \$</u>	<u>297 280 566 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec a été constitué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 7 470 738 \$.

4. PLACEMENTS

	1993	1992
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	296 761 000 \$	263 269 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduites des primes	11 487 260	(839 884)
	308 248 260	262 429 116
Placements à court terme - au coût	27 450 134	29 101 526
	335 698 394 \$	291 530 642 \$

Au 31 mars 1993, la valeur marchande des obligations est de 317 913 215 \$ (1992: 269 483 854 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-05), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 24 septembre 1993

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	7 108 885 \$	5 157 126 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(33 304)	4 497
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	2 994 907	270 316
	<u>10 070 488</u>	<u>5 431 939</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	<u>10 321</u>	<u>8 966</u>
REVENU NET	<u>10 060 167 \$</u>	<u>5 422 973 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	46 572 000 \$	28 200 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	21 852 000	18 372 000
Remboursements du principal des obligations	(4 280 000)	
Solde à la fin	<u>64 144 000</u>	<u>46 572 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	5 283 418	6 660 445
Revenu net	10 060 167	5 422 973
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(6 648 000)	(6 800 000)
Solde à la fin	<u>8 695 585</u>	<u>5 283 418</u>
SOLDE DU FONDS	<u>72 839 585 \$</u>	<u>51 855 418 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Placements (note 4)	71 553 290 \$	50 952 919 \$
Intérêts courus	1 253 738	853 582
Encaisse	32 557	48 917
	<u>72 839 585 \$</u>	<u>51 855 418 \$</u>
 SOLDE DU FONDS	 <u>72 839 585 \$</u>	 <u>51 855 418 \$</u>

Pierre Thivierge
 Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
 Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 1 024 327 \$.

4. PLACEMENTS

	1993	1992
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	66 472 000 \$	50 945 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduites des primes	1 206 290	(792 081)
	67 678 290	50 152 919
Placements à court terme - au coût	3 875 000	800 000
	71 553 290 \$	50 952 919 \$

Au 31 mars 1993, la valeur marchande des obligations est de 70 229 478 \$ (1992: 52 487 742 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-05), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 24 septembre 1993

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1993**

	1993	1992
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	23 372 977 \$	19 818 169 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	310 652	135 184
(Pertes) gains sur contrats à terme sur obligations	(233 980)	272 730
Gains nets sur aliénations de placements (note 3)	12 238 629	7 036 650
	<u>35 688 278</u>	<u>27 262 733</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	28 581	25 815
Commissions sur contrats à terme sur obligations	8 865	11 292
	<u>37 446</u>	<u>37 107</u>
REVENU NET	<u>35 650 832 \$</u>	<u>27 225 626 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993**

	1993	1992
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	193 395 000 \$	149 437 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	68 938 000	60 416 000
Remboursements du principal des obligations	(39 926 000)	(16 458 000)
Solde à la fin	<u>222 407 000</u>	<u>193 395 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	8 050 749	(123 230)
Revenu net	35 650 832	27 225 626
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(29 804 491)	(19 051 647)
Solde à la fin	<u>13 897 090</u>	<u>8 050 749</u>
SOLDE DU FONDS	<u>236 304 090 \$</u>	<u>201 445 749 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Placements (note 4)	231 205 736 \$	197 385 936 \$
Intérêts courus	5 046 488	4 029 086
Encaisse	41 366	30 727
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	10 500	
	<u>236 304 090 \$</u>	<u>201 445 749 \$</u>
 SOLDE DU FONDS	 <u>236 304 090 \$</u>	 <u>201 445 749 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2. de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrats à terme sur obligations à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé au coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS NETS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains nets sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 3 583 851 \$.

4. PLACEMENTS

	1993	1992
Obligations d'établissements de santé et de services sociaux du Québec et autres - à la valeur nominale	201 951 000 \$	189 394 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	6 007 786	1 839 992
	207 958 786	191 233 992
Placements à court terme - au coût	23 246 950	6 151 944
	231 205 736 \$	197 385 936 \$

Au 31 mars 1993, la valeur marchande des obligations est de 214 060 780 \$ (1992: 195 790 595 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 24 septembre 1993

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(L.R.Q., c. M-21.1)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
		(note 3)
CONTRIBUTIONS AUX PROJETS		
Agence canadienne de développement international (ACDI)	1 343 016 \$	2 056 858 \$
Ministère des Affaires internationales	116 614	74 534
	<u>1 459 630</u>	<u>2 131 392</u>
COÛTS DES PROJETS		
Traitements et avantages sociaux	511 028	999 404
Services de transport et de communication	192 611	322 346
Matériel et équipement	33 936	148 402
Fournitures	41 386	68 526
Services professionnels	477 159	302 666
Autres	81 311	45 941
	<u>1 337 431</u>	<u>1 887 285</u>
Frais d'administration des projets		
Traitements et avantages sociaux	16 600	16 850
Fournitures	8 236	5 673
Téléphone	10 331	18 666
Loyer	51 233	67 161
Amortissement des immobilisations	2 200	2 200
	<u>1 426 031</u>	<u>1 997 835</u>
Dépenses assumées par le gouvernement du Québec		59 915
	<u>1 426 031</u>	<u>1 937 920</u>
EXCÉDENT DES CONTRIBUTIONS SUR LES COÛTS	<u>33 599 \$</u>	<u>193 472 \$</u>

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
EXCÉDENT AU DÉBUT		
Solde déjà établi	91 660 \$	
Redressement aux états financiers de l'année financière antérieure (note 3)	101 812	
Solde redressé	<u>193 472</u>	
Excédent des contributions sur les coûts	33 599	193 472 \$
EXCÉDENT À LA FIN	<u>227 071 \$</u>	<u>193 472 \$</u>

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
		(note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	160 127 \$	108 346 \$
Débiteurs	178 444	465 250
Avances aux projets de développement	17 207	4 894
Frais payés d'avance	171 210	97 328
	526 988	675 818
Immobilisations (note 4)	12 664	7 800
	539 652 \$	683 618 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus		89 307 \$
Revenus perçus d'avance	7 489 \$	95 747
	7 489	185 054
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)	305 092	305 092
	312 581	490 146
EXCÉDENT	227 071	193 472
	539 652 \$	683 618 \$

Bernard Gayraud
Administrateur du Fonds de
développement international

Renaud Caron
Sous-ministre des Affaires
internationales

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds de développement international, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet la gestion et le financement de projets de développement financés, en tout ou en partie, par des organismes de développement international dans le cadre d'ententes internationales ou intergouvernementales.

Ce Fonds est administré par le ministre des Affaires internationales. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	33 1/3 %
Mobilier de bureau	20 %

3. REDRESSEMENTS AFFECTÉS À L'ANNÉE FINANCIÈRE ANTÉRIEURE

Des redressements ont été effectués aux états financiers afin de comptabiliser adéquatement les revenus, les avances et les coûts pour les projets de développement.

Ces redressements ont pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1992.

	1992
Contributions aux projets	54 389 \$
Coût des projets	(47 423)
Excédent des contributions sur les coûts	101 812
Débiteurs	99 244
Avances aux projets de développement	(21 449)
Créditeurs	(35 577)
Frais payés d'avance	15 921
Dû au Fonds consolidé du revenu	27 481
Excédent	101 812

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. IMMOBILISATIONS

	1993			1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	8 564 \$	1 000 \$	7 564 \$	1 000 \$
Mobilier de bureau	8 500	3 400	5 100	6 800
	17 064 \$	4 400 \$	12 664 \$	7 800 \$

5. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1993	1992
Solde dû suite au transfert de certains actifs et passifs du gouvernement du Québec, sans intérêt et sans modalités de remboursement	105 092 \$	105 092 \$
Avances, sans intérêt et sans modalités de remboursement	200 000	200 000
	305 092 \$	305 092 \$

6. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ce régime. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 9 755 \$. Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1992 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1993.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de développement international du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et l'état de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 22 septembre 1993

FONDS DE FINANCEMENT
(L.R.Q., c. A-6)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993
(en milliers de dollars)

	1993	1992
	(12 mois)	(13 mois)
REVENU NET (PERTE NETTE) D'INTÉRÊTS		
Intérêts sur prêts	178 375	42 519
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	1 121	583
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	(179 115)	(42 450)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	(1 105)	(575)
Intérêts sur placements temporaires	1 364	401
	<u>640</u>	<u>478</u>
AUTRES OPÉRATIONS		
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs - net (note 3)	8 404	6 765
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	1 615	1 020
	<u>10 019</u>	<u>7 785</u>
	<u>10 659</u>	<u>8 263</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	765	694
Services professionnels, administratifs et autres	16	10
Transport et communications	29	21
Loyer	177	186
Amortissement des immobilisations	20	19
Autres	7	4
	<u>1 014</u>	<u>934</u>
REVENU NET	<u>9 645</u>	<u>7 329</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993
(en milliers de dollars)

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	7 329	
Revenu net	9 645	7 329
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(7 200)	
SOLDE À LA FIN	<u>9 774</u>	<u>7 329</u>

FONDS DE FINANCEMENT

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993
 (en milliers de dollars)

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	9 645	7 329
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(1 121)	(583)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	1 105	575
Amortissement des immobilisations	20	19
	9 649	7 340
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(8 262)	2 871
Liquidités provenant des activités d'exploitation	1 387	10 211
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	1 644 869	1 037 028
Remboursement d'avance du Fonds consolidé du revenu	(20 520)	
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(7 200)	
	1 617 149	1 037 028
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Prêts	(1 628 622)	(1 035 303)
Remboursement de prêts	40 335	
Acquisitions d'immobilisations	(9)	(85)
	(1 588 296)	(1 035 388)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	30 240	11 851
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	11 851	
LIQUIDITÉS À LA FIN	42 091	11 851

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE FINANCEMENT

BILAN

au 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993	1992
ACTIF		
Prêts (note 4)	2 625 294	1 035 886
Intérêts courus sur prêts	84 630	35 304
	<u>2 709 924</u>	<u>1 071 190</u>
Encaisse	91	1
Placements temporaires - au coût	42 000	11 850
Débiteurs	4	5
Immobilisations (note 5)	55	67
Frais reportés - escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	4 882	1 150
	<u>2 756 956</u>	<u>1 084 263</u>
PASSIF		
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	2 661 377	1 037 028
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	85 778	39 872
Créditeurs	27	34
	<u>2 747 182</u>	<u>1 076 934</u>
EXCÉDENT	9 774	7 329
	<u>2 756 956</u>	<u>1 084 263</u>

Carole Massé
Administratrice du Fonds de financement

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de financement est un fonds spécial constitué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Le Fonds a pour objet de permettre au ministre des Finances, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement et versées au Fonds, de faire des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le Fonds impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par le Gouvernement sur les emprunts qu'il effectue pour le compte du Fonds de financement. Le Fonds impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Les montants des frais imputés sont déterminés annuellement par le ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Frais reportés

Les escomptes et les primes sur les avances du Fonds consolidé du revenu sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Équipements informatiques	20 %
Logiciels	33 1/3 %

3. FRAIS D'ÉMISSION DE PRÊTS IMPUTÉS AUX EMPRUNTEURS - NET

	1993	1992
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs	9 825	8 400
Frais d'émission sur avances du Fonds consolidé du revenu	(1 421)	(1 635)
	<u>8 404</u>	<u>6 765</u>

4. PRÊTS

	1993	1992
Emprunteurs:		
Commissions scolaires	676 375	346 388
Collèges d'enseignement général et professionnel	128 706	57 879
Établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)	453 344	77 996
Établissements universitaires	54 233	54 149
Fonds spéciaux	4 980	
Entreprises et organismes du Gouvernement	1 307 656	499 474
	<u>2 625 294</u>	<u>1 035 886</u>

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1993

(en milliers de dollars)

4. PRÊTS (suite)

Les échéances et les taux d'intérêts sur les prêts consentis par le Fonds sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du Fonds consolidé du revenu à cette fin.

Le solde à amortir au cours des années subséquentes des escomptes et primes sur prêts est de 2 393 482 \$ au 31 mars 1993.

5. IMMOBILISATIONS

	1993			1992
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
Mobilier de bureau	9	3	6	4
Équipements informatiques	74	29	45	55
Logiciels	11	7	4	8
	94	39	55	67

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Échéance Année financière	1993	
	Montant	Taux
1994	32 462	5,7445 % et variable *
1995	25 075	variable *
1997	131 525	9,85 % et variable *
1998	784 474	8,50 %, 8,00 % 7,01 % et variable *
2000	564 316	8,89 % et 8,5 %
2002	662 072	10,25 %
2003	343 757	9,25 %
2023	117 696	9,375 %
	2 661 377	

* Taux des acceptations bancaires plus ou moins un pourcentage variant entre 0,12 et 0,28.

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 28 105 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1993

(en milliers de dollars)

**9. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

	1993	1992
Opérations		
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	179 115	42 450
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	1 105	575
Traitements et avantages sociaux	116	72
Transport et communications	25	20
Loyer	177	186
Bilan		
Frais reportés-escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	4 882	1 150
Avances du Fonds consolidé du revenu	2 661 377	1 037 028
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	85 778	39 872
Créditeurs	26	30
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	7 200	

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de financement du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 6 juillet 1993.

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER
(L.R.Q., c. M-21.1)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'exercice de 13 mois terminée le 31 mars 1993

	1993
REVENUS	
Biens et services rendus - ministère des Affaires internationales	12 374 123 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION	
Location d'espaces	7 732 282
Exploitation	1 012 648
Mobilier	1 379 541
Équipement	289 873
Entretien et réparation	528 734
Aménagement	78 912
Indemnité sur bris de contrat de location	131 327
Traitements et avantages sociaux	427 157
Déplacement	141 718
Honoraires professionnels	41 207
Poste, messagerie et communication	19 900
Location d'oeuvres d'art du Musée du Québec	7 715
Gain sur aliénation d'immobilisations	(11 519)
	11 779 495
FRAIS FINANCIERS - NET (note 6)	379 105
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	604 371
	12 762 971
PERTE NETTE ET DÉFICIT AU 31 MARS 1993 (note 9)	(388 848) \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'exercice de 13 mois terminée le 31 mars 1993

	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	
Perte nette	(388 848) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:	
Amortissement des immobilisations	604 371
Gain sur aliénation d'immobilisations	(11 519)
	204 004
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	484 717
Liquidités provenant des activités d'exploitation	688 721
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	
Dette à long terme	4 998 145
Versements sur la dette à long terme	(130 349)
Dû au Fonds consolidé du revenu	2 150 000
Liquidités provenant des activités de financement	7 017 796
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	
Acquisition d'oeuvres d'art	(18 245)
Acquisition d'immobilisations	(6 531 770)
Produit d'aliénation d'immobilisations	50 149
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(6 499 866)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS ET ENCAISSE À LA FIN	1 206 651 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

BILAN
au 31 mars 1993

	Bilan au 31 mars 1993	Bilan d'ouverture au 1 ^{er} mars 1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 206 651 \$	
Débiteurs (note 3)	1 764 784	
Frais payés d'avance	4 900	
Dépôts de garantie	87 658	
	<u>3 063 993</u>	
Oeuvres d'art	50 614	32 369 \$
Immobilisations (note 4)	12 541 037	6 652 268
	<u>15 655 644 \$</u>	<u>6 684 637 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 342 059 \$	
Dû au Fonds consolidé du revenu	2 150 000	
Versements sur la dette à long terme (note 5)	479 720	130 349 \$
	<u>4 971 779</u>	<u>130 349</u>
Dette à long terme (note 5)	11 072 713	6 554 288
	<u>16 044 492</u>	<u>6 684 637</u>
DÉFICIT (note 9)	388 848	
	<u>15 655 644 \$</u>	<u>6 684 637 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 7)		

Jean Lefebvre
Administrateur du Fonds de la gestion des
immeubles du Québec à l'étranger

Renaud Caron
Sous-ministre des Affaires internationales

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet de gérer et de financer les biens et services fournis par le ministre des Affaires internationales aux représentations du Québec à l'étranger.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} mars 1992 et certains actifs et passifs du gouvernement du Québec ont été cédés au Fonds à cette date.

Ce Fonds est administré par le ministre des Affaires internationales. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres acquisitions sont comptabilisées au coût. Les oeuvres d'art sont réparties dans l'ensemble des délégations et résidences officielles du Québec à l'étranger.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les achats de meubles dont le coût est de plus de 5 000 \$ sont capitalisés. Les travaux d'aménagement et d'améliorations locatives excédant 100 000 \$ sont également capitalisés.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode et taux
Bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 25 ans
Aménagement des bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 10 ans
Améliorations locatives	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % sur la durée du bail jusqu'à un maximum de 10 ans
Mobilier et équipement	Amortissement linéaire au taux de 20 %
Véhicules motorisés	Amortissement linéaire au taux de 20 %

Contrats de location

Lorsqu'au terme d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1993

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Conversion en devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'exercice ainsi que les avances aux délégations sont convertis au taux de change prévalant à la date du transfert des fonds requis pour effectuer les transactions. Les débiteurs autres que les avances aux délégations et les créditeurs sont convertis au taux de change prévalant à la date du bilan.

3. DÉBITEURS

	1993
Ministère des Affaires internationales	67 119 \$
Avances aux délégations	1 118 002
Autres	579 663
	<u>1 764 784 \$</u>

4. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1993			1 ^{er} mars 1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Valeur attribuée
Terrains	1 807 422 \$		1 807 422 \$	1 807 422 \$
Bâtiments	764 915	8 253	756 662	764 915
Aménagement des bâtiments *	3 290 721	24 423	3 266 298	
Améliorations locatives	2 636 638	127 284	2 509 354	
Mobilier	919 932	140 446	779 486	631 679
Équipement	1 153 313	212 094	941 219	947 518
Véhicules motorisés	215 576	56 507	159 069	155 040
	<u>10 788 517</u>	<u>569 007</u>	<u>10 219 510</u>	<u>4 306 574</u>
Immeuble détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	2 345 694	24 167	2 321 527	2 345 694
	<u>13 134 211 \$</u>	<u>593 174 \$</u>	<u>12 541 037 \$</u>	<u>6 652 268 \$</u>

* Les acquisitions de l'exercice ont été diminuées d'un montant de 483 730 \$ représentant une indemnité reçue pour éviction de locaux.

5. DETTE À LONG TERME

	31 mars 1993	1 ^{er} mars 1992
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 9,36 %, remboursable par versement annuel de 331 993 \$, échéant en 2001	4 979 900 \$	
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt ni modalités de remboursement	4 935 143	4 916 898 \$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, 12,58 %, échéant en 2001	1 637 390	1 767 739
	<u>11 552 433</u>	<u>6 684 637</u>
Versements échéant en deçà d'un an	479 720	130 349
	<u>11 072 713 \$</u>	<u>6 554 288 \$</u>

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

5. DETTE À LONG TERME (suite)

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1994	345 384 \$
1995	345 384
1996	345 384
1997	345 384
1998	345 384
1999 et subséquemment	777 114
Total des paiements minimums exigibles	2 504 034
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	866 644
	<u>1 637 390 \$</u>

Les montants des versements en capital à effectuer sur les autres dettes à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1994	331 993 \$
1995	331 993
1996	331 993
1997	331 993
1998	331 993

6. FRAIS FINANCIERS - NET

	1993
Intérêts sur la dette à long terme	403 577 \$
Frais d'émission de la dette à long terme	44 819
	448 396
Moins:	
Intérêts capitalisés aux immeubles	69 291
	<u>379 105 \$</u>

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de baux à long terme, en monnaie étrangère, s'échelonnant jusqu'en l'an 2000, pour la location d'immeubles.

Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

	Espaces à bureau	Résidences	Total
1994	6 722 400 \$	497 600 \$	7 220 000 \$
1995	4 232 200	389 800	4 622 000
1996	3 344 200	189 500	3 533 700
1997	3 036 400	46 200	3 082 600
1998	2 542 300		2 542 300
1999 et subséquemment	3 188 900		3 188 900
	<u>23 066 400 \$</u>	<u>1 123 100 \$</u>	<u>24 189 500 \$</u>

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions, imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 17 583 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

9. DÉFICIT

Le déficit au 31 mars 1993 résulte principalement de la dépense d'amortissement des immobilisations cédées par le gouvernement du Québec au Fonds lors de sa constitution. Il est prévu que ce déficit sera éventuellement comblé par le ministère des Affaires internationales.

10. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Revenus - Biens et services rendus	12 374 123 \$	
Frais financiers - net	379 105	
Location d'oeuvres d'art	7 715	
Bilan		
Débiteurs	1 185 121	
Créditeurs et frais courus	1 389 856	
Dû au Fonds consolidé du revenu	2 150 000	
Dette à long terme	11 552 433	6 684 637 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1^{er} mars 1992 et le bilan au 31 mars 1993 du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice de 13 mois terminé le 31 mars 1993. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1^{er} mars 1992 et au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de 13 mois terminé le 31 mars 1993 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 10 septembre 1993

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Droits, honoraires et ventes diverses (note 3)	10 058 087 \$	5 864 164 \$
Intérêts sur les placements temporaires	107 252	74 359
	<u>10 165 339</u>	<u>5 938 523</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	4 104 562	3 412 787
Services professionnels et administratifs	732 587	1 816 095
Transport et communication	123 206	52 360
Entretien et réparations	52 222	148 219
Loyers	613 194	33 790
Fournitures et approvisionnement	208 972	174 700
Intérêts et frais bancaires	4 587	64 957
Amortissement de l'équipement	63 118	36 656
	<u>5 902 448</u>	<u>5 739 564</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	4 262 891	198 959
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		1 700 000
REVENU NET	4 262 891	1 898 959
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	953 738	(945 221)
EXCÉDENT À LA FIN	<u>5 216 629 \$</u>	<u>953 738 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	4 262 891 \$	1 898 959 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement de l'équipement	63 118	36 656
	4 326 009	1 935 615
Variation des éléments d'actif et passif liés à l'exploitation	1 962 947	412 355
Liquidités provenant des activités d'exploitation	6 288 956	2 347 970
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités de financement: Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu		(1 100 000)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(93 955)	(16 795)
Produit d'aliénation d'immobilisations	67 464	
Frais de développement de systèmes informatiques	(67 464)	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(93 955)	(16 795)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	6 195 001	1 231 175
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	1 275 746	44 571
LIQUIDITÉS À LA FIN	7 470 747 \$	1 275 746 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 970 747 \$	1 275 746 \$
Placements temporaires, au coût	5 500 000	
Débiteurs	614 884	234 387
	8 085 631	1 510 133
Frais de développement de systèmes informatiques	67 464	
Immobilisations (note 4)	51 676	88 303
	8 204 771 \$	1 598 436 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	1 009 189 \$	644 698 \$
Revenus perçus d'avance	1 978 953	
	2 988 142	644 698
EXCÉDENT	5 216 629	953 738
	8 204 771 \$	1 598 436 \$

Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Guy Morneau
Sous-ministre associé aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, institué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations de 1 000 \$ et plus, sur la base d'une unité distincte sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais de développement de systèmes informatiques

Les frais de développement de systèmes informatiques pour la réforme cadastrale sont comptabilisés au coût. Ces frais seront amortis lorsque le développement sera complété.

3. DROITS, HONORAIRES ET VENTES DIVERSES

	1993	1992
Droits et honoraires perçus par les registraires du Fonds des registres du ministère de la Justice	8 522 156 \$	4 245 800 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	1 535 931	1 618 364
	<u>10 058 087 \$</u>	<u>5 864 164 \$</u>

4. IMMOBILISATIONS

	1993		1992
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipement	<u>379 960 \$</u>	<u>328 284 \$</u>	<u>51 676 \$</u>
			<u>88 303 \$</u>

5. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 193 485 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

6. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Subvention du gouvernement du Québec		1 700 000 \$
Droits, honoraires et ventes diverses	9 826 255 \$	5 712 793
Intérêts sur les placements temporaires	107 252	
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu		64 378
Autres dépenses	1 022 216	148 670
Bilan		
Débiteurs	497 954	234 357
Créditeurs	904 621	309 377
Revenus perçus d'avance	1 978 953	

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé envers un fournisseur relativement au développement de systèmes informatiques pour la mise en oeuvre et l'exploitation de la réforme du cadastre. Les paiements maximums futurs s'établissent comme suit:

1994	9 097 590 \$
1995	8 502 008
1996	4 783 007
1997	4 793 005
	<u>27 175 610 \$</u>

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1992 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1993.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparée par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater qu'au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1992, certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère de l'Énergie et des Ressources à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1992, sur les créditeurs et sur l'excédent aux 31 mars 1992 et 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-05), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 août 1993

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS	8 109 146 \$	8 034 609 \$
COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ		
Stocks au début	252 316	330 178
Achats	1 207 194	1 248 061
	1 459 510	1 578 239
Stocks à la fin	265 498	252 316
	1 194 012	1 325 923
REVENU BRUT	6 915 134	6 708 686
GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS	23 179	27 620
	6 938 313	6 736 306
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 412 657	3 157 044
Services de transport et de communication	141 777	77 404
Services professionnels, administratifs et autres	105 539	74 309
Entretien d'équipement	872 201	1 579 496
Loyers	777 455	725 778
Location d'équipement	1 219 519	364 091
Fournitures et approvisionnements	91 088	72 639
Intérêts et frais bancaires	44 439	134 346
Amortissement des immobilisations	162 334	164 796
Frais de formation	14 207	6 997
Publicité		20 659
	6 841 216	6 377 559
REVENU NET	97 097 \$	358 747 \$

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	944 052 \$	585 305 \$
Revenu net	97 097	358 747
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(700 000)	
SOLDE À LA FIN	341 149 \$	944 052 \$

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	97 097 \$	358 747 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	162 334	164 796
Gains sur aliénations d'immobilisations	(23 179)	(27 620)
	236 252	495 923
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	638 605	(278 748)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	874 857	217 175
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(6 341)	(4 908)
Dette à long terme	247 500	
Remboursement des avances au Fonds consolidé du revenu	(177 500)	
Avances du Fonds consolidé du revenu		93 200
Excédent versés au Fonds consolidé du revenu	(700 000)	
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(636 341)	88 292
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(264 973)	(315 426)
Produit d'aliénations d'immobilisations	26 411	27 620
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(238 562)	(287 806)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE	(46)	17 661
ENCAISSE (CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ENCAISSE) AU DÉBUT	103	(17 558)
ENCAISSE À LA FIN	57 \$	103 \$

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	57 \$	103 \$
Débiteurs	1 527 871	2 519 795
Stocks	265 498	252 316
Frais payés d'avance	23 500	7 249
	1 816 926	2 779 463
Immobilisations (note 3)	735 704	636 297
	2 552 630 \$	3 415 760 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	762 322 \$	1 086 208 \$
Versements sur la dette à long terme (note 4)	26 894	
	789 216	1 086 208
Dette à long terme (note 4)	214 265	
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	1 208 000	1 385 500
	2 211 481	2 471 708
EXCÉDENT	341 149	944 052
	2 552 630 \$	3 415 760 \$

Michel Gagnon
Administrateur du Fonds de reprographie
gouvernementale

Jean-Claude Careau
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnementnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnementnements et Services pour le compte des ministères et organismes du Gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds et réutilisées aux mêmes fins.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnementnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	10 à 20 %
Équipement de bureau et informatique	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

3. IMMOBILISATIONS

	1993			1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortisse- ment cumulé	Net	Net
Équipement de transformation	961 463 \$	345 291 \$	616 172 \$	485 347 \$
Équipement de bureau et informatique	81 404	46 017	35 387	55 641
Véhicules	11 086	11 086		
Améliorations locatives	160 210	76 065	84 145	95 309
	<u>1 214 163 \$</u>	<u>478 459 \$</u>	<u>735 704 \$</u>	<u>636 297 \$</u>

4. DETTE À LONG TERME

	1993
Solde dû sur acquisition d'immobilisations, au taux de 9,35539 %, remboursable par versements mensuels de 4 027 \$, capital et intérêts, échéant en décembre 1999	241 159 \$
Versements échéant en deçà d'un an	26 894
	<u>214 265 \$</u>

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. DETTE À LONG TERME (suite)

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1994	26 894 \$
1995	29 521
1996	32 405
1997	35 570
1998	39 044

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1993	1992
Avances portant intérêts au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 1 ^{er} octobre 1999 et remboursables par anticipation	1 208 000 \$	1 385 500 \$

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 135 967 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

7. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Revenus divers	8 019 531 \$	7 965 875 \$
Traitements et avantages sociaux	3 412 657	3 157 044
Intérêts sur avance du Fonds consolidé du revenu	38 684	134 241
Autres dépenses	2 171 607	1 766 914
Bilan		
Débiteurs	1 518 781	2 500 811
Créditeurs et frais courus	341 599	468 865
Avances du Fonds consolidé du revenu	1 208 000	1 385 500

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations, de l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Approvisionnement et Services à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations et à l'état de l'excédent. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les crédi- teurs et sur l'excédent aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 6 juillet 1993

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES
(L.R.Q., c. S-4)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993
REVENUS	
Ventes	51 550 159 \$
Coût des marchandises vendues ou des pièces utilisées	17 705 355
Revenu brut	33 844 804
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement	277 672
Autres revenus	46 053
	323 725
	34 168 529
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION	
Traitements et avantages sociaux	6 994 651
Services de transport et de communication	1 262 265
Services professionnels, administratifs et autres	1 622 468
Entretien et réparations	37 182
Loyers	1 361 911
Fournitures et approvisionnements	224 234
Amortissement des immobilisations	18 462 469
Intérêts sur obligation découlant de contrats de location-acquisition	468 263
Intérêts et frais bancaires	1 602 226
Perte sur aliénations d'immobilisations	94 088
Frais généraux imputés par le gouvernement du Québec (note 3)	558 004
	32 687 761
REVENU NET	1 480 768 \$

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993
SOLDE AU DÉBUT	1 457 281 \$
Revenu net	1 480 768
Excédent versé au Fonds consolidé du Revenu	(800 000)
SOLDE À LA FIN	2 138 049 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	
Revenu net	1 480 768 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:	
Amortissement des immobilisations	18 462 469
Perte sur aliénations d'immobilisations	94 088
	20 037 325
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	570 379
Liquidités provenant des activités d'exploitation	20 607 704
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	6 612 439
Remboursement de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(4 685 310)
Investissement net dans des contrats de location-financement	(32 000)
Encaissement sur investissement net dans des contrats de location-financement	1 794 667
Avances du Fonds consolidé du revenu	8 352 959
Remboursement au Fonds consolidé du revenu	(20 317 959)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(800 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(9 075 204)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	
Acquisitions d'immobilisations	(16 462 721)
Produit d'aliénations d'immobilisations	7 268 146
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(9 194 575)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	2 337 925
ENCAISSE AU DÉBUT	13 698
ENCAISSE À LA FIN	2 351 623 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

BILAN
au 31 mars 1993

	Bilan au 31 mars 1993	Bilan d'ouverture au 1 ^{er} avril 1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	2 351 623 \$	13 698 \$
Débiteurs	5 841 491	5 960 262
Stocks	3 225 162	2 496 087
Frais payés d'avance	105 098	1 312
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 4)	1 967 742	1 794 687
	<u>13 491 116</u>	<u>10 266 046</u>
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 4)	865 230	2 800 952
Immobilisations (note 5)	22 587 651	31 949 633
	<u>36 943 997 \$</u>	<u>45 016 631 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	4 077 948 \$	2 768 507 \$
Revenus reportés	11 929	36 901
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	8 352 959	
Obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	2 822 981	4 950 000
	<u>15 265 817</u>	<u>7 755 408</u>
Obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	9 278 158	5 224 010
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	10 261 973	30 579 932
EXCÉDENT	<u>2 138 049</u>	<u>1 457 281</u>
	<u>36 943 997 \$</u>	<u>45 016 631 \$</u>

Michel Gagnon
 Administrateur du Fonds des approvisionnements
 et services

Jean-Claude Careau
 Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des approvisionnements et services, fonds spécial constitué par la loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives (1991, chapitre 72), a pour objet le financement des biens et services fournis par le directeur général des achats en application de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4), des fournitures et de l'ameublement, des équipements informatiques ainsi que de l'entretien des équipements bureautiques.

Ce Fonds est administré par le ministre des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} avril 1992. Ce fonds continue les activités du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, du Fonds pour les équipements informatiques, du Fonds des fournitures et de l'ameublement et, en partie, de la Direction des acquisitions des biens du ministère des Approvisionnements et Services dont les opérations ont cessé le 31 mars 1992. À cette date, l'actif et le passif de ces trois fonds ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds des approvisionnements et services. De plus, des immobilisations utilisées par la Direction des acquisitions de biens ont été transférées au Fonds à cette même date.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de fournitures, d'ameublement et de pièces informatiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du dernier coût d'acquisition est utilisée pour déterminer le coût des stocks de fournitures et d'ameublement et la méthode du coût moyen est utilisée pour déterminer le coût des stocks de pièces informatiques.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties comme suit:

Méthode linéaire	Taux
Équipements informatiques	33 et 20 %
Équipements et outillage	20 %
Véhicules	20 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %
Matériel de manutention	10 %
Matériel d'entrepôt	10 %

Les équipements informatiques loués sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'ordre numérique inversé des années sur une période de 2 à 5 ans.

Location-financement

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés aux clients du Fonds, la valeur actuelle des paiements minimaux à recevoir est comptabilisée comme s'il s'agissait d'une disposition d'actif et d'un investissement.

Le revenu de financement découlant de ces contrats est imputé aux résultats selon une formule permettant de dégager un taux de rendement uniforme sur la durée du bail.

Location-acquisition

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

3. FRAIS GÉNÉRAUX IMPUTÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le ministère des Approvisionnements et Services facture au Fonds des coûts assumés à même ses crédits au bénéfice du Fonds.

4. INVESTISSEMENT NET DANS DES CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les paiements minimums à recevoir en vertu de la location d'équipements informatiques s'établissent comme suit:

1994	2 053 461 \$
1995	865 230
Total des paiements minimums à recevoir	2 918 691
Revenu de financement non-gagné	85 719
Investissement net dans des contrats de location-financement	2 832 972
Portion échéant en deçà d'un an	1 967 742
	865 230 \$

5. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1993			1 ^{er} avril 1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Coût ou valeur attribuée
Équipements informatiques	170 995 \$	42 695 \$	128 300 \$	131 555 \$
Équipements informatiques loués	15 441 212	6 186 196	9 255 016	20 439 074
Équipements et outillage	2 829	1 097	1 732	2 829
Véhicules	40 902	13 279	27 623	29 316
Mobilier de bureau	151 427	34 221	117 206	150 276
Matériel de manutention	45 651	5 996	39 655	45 651
Matériel d'entrepôt	125 149	13 878	111 271	96 756
Améliorations locatives	52 237	13 059	39 178	52 236
	16 030 402	6 310 421	9 719 981	20 947 693
Équipements informatiques détenus en vertu de contrats de location-acquisition	17 614 379	4 746 709	12 867 670	11 001 940
	33 644 781 \$	11 057 130 \$	22 587 651 \$	31 949 633 \$

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances sur base rotative dont le capital global en cours à un moment donné ne pourra excéder 12 millions \$. Ces avances, échéant le 31 mars 1994, sans modalités de remboursement et remboursables par anticipation, portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada. Elles se répartissent de la façon suivante:

	1993
Fournitures et ameublement	4 470 000 \$
Équipements informatiques	2 763 000
Acquisitions de biens et services	360 000
Entretien équipements bureautiques	759 959
	8 352 959 \$

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1993

7. OBLIGATION DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1994	3 360 349 \$
1995	4 314 689
1996	1 218 689
1997	1 218 689
1998	1 218 689
1999	3 533 042
Total des paiements minimums exigibles	14 864 147
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	2 763 008
	12 101 139
Versements en capital échéant en deçà d'un an	2 822 981
	9 278 158 \$

8. Dû AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	31 mars 1993	au 1 ^{er} avril 1992
Solde dû suite au transfert du passif du Fonds pour les équipements informatiques portant intérêt au taux de 10,64 % payable semestriellement et sans modalités de remboursement	10 100 000 \$	11 000 000 \$
Solde dû suite au transfert de l'actif net de la Direction des acquisitions de biens du ministère des Approvisionnements et Services au Fonds sans intérêt et dont les modalités de remboursement n'ont pas été déterminées	161 973	161 973
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire		19 417 959
	10 261 973 \$	30 579 932 \$

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 294 268 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

10. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Opérations

Revenus	50 232 818 \$
Frais d'intérêts	1 598 573
Loyer	1 080 196
Services de transport et de communication	726 089
Services professionnels, administratifs et autres	371 301
Frais généraux imputés par le gouvernement du Québec	558 004
Autres dépenses	16 259

Bilan

Débiteurs	5 608 433
Frais payés d'avance	5 761
Investissements dans des contrats de location-financement	2 832 972
Créditeurs et frais courus	997 424
Avances du Fonds consolidé du revenu	8 352 959
Dû au Fonds consolidé du revenu	10 261 973

11. INFORMATION SECTORIELLE

Le Fonds des approvisionnements et services exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants:

- le secteur des acquisitions de biens et services assume la gestion des services reliés à l'acquisition et à la location de biens et services;
- le secteur des équipements informatiques défraie les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et loue ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec;
- le secteur de l'entretien des équipements bureautiques a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation des équipements bureautiques ainsi que des services connexes;
- le secteur des fournitures et de l'ameublement a pour objet de fournir des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement.

1993

Secteurs d'activité	Acquisition de biens et services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
Revenus						
Ventes	6 884 290	\$ 21 176 167	\$ 3 710 794	\$ 20 460 487	\$ (681 579)	\$ 51 550 159
Coût des marchandises vendues ou des pièces utilisées						
Stock au début			551 055	1 945 032		2 496 087
Achats			1 970 770	16 463 660		18 434 430
			2 521 825	18 408 692		20 930 517
Stock à la fin			471 550	2 753 612		3 225 162
			2 050 275	15 655 080		17 705 355
Revenu brut à reporter	6 884 290	\$ 21 176 167	\$ 1 660 519	\$ 4 805 407	\$ (681 579)	\$ 33 844 804

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

11. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Secteurs d'activité	1993					
	Acquisition de biens et services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
Revenu brut reporté	6 884 290	\$ 21 176 167	\$ 1 660 519	\$ 4 805 407	\$ (681 579)	\$ 33 844 804
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement		277 672				277 672
Autres revenus		391		45 662		46 053
		278 063		45 662		323 725
Ventes intersectorielles	6 884 290 (545 284)	21 454 230	1 660 519 (33 558)	4 851 069 (102 737)	(681 579) 681 579	34 168 529
	6 339 006	21 454 230	1 626 961	4 748 332		34 168 529
Frais d'opération et d'administration						
Traitements et avantages sociaux	3 851 423	175 133	1 177 724	1 790 371		6 994 651
Services de transport et de communication	181 651	352	66 669	1 013 593		1 262 265
Services professionnels, administratifs et autres	1 424 945	63 090	36 482	643 235	(545 284)	1 622 468
Entretien et réparations	47 926			22 814	(33 558)	37 182
Loyers	568 594	5 555	135 210	652 552		1 361 911
Fournitures et approvi- sionnements	173 451	59	29 369	124 092	(102 737)	224 234
Amortissement des immo- bilisations	44 576	18 330 580	28 759	58 554		18 462 469
Intérêts sur obligation découlant de contrats de location-acquisition		468 263				468 263
Intérêts et frais bancaires	20 213	1 297 303	55 714	228 996		1 602 226
Perte (gain) sur aliéna- tions d'immobilisations		94 610	(500)	(22)		94 088
Frais généraux imputés par le gouvernement du Québec (note 3)	450 000	20 000	10 000	78 004		558 004
Frais intersectoriels	6 762 779 (125 114)	20 454 945	1 539 427 (12 556)	4 612 189 (543 909)	(681 579) 681 579	32 687 761
	6 637 665	20 454 945	1 526 871	4 068 280		32 687 761
Revenu net	(298 659)	\$ 999 285	\$ 100 090	\$ 680 052		\$ 1 480 768
Éléments d'actifs sectoriels	1 462 304	\$ 27 479 523	\$ 1 403 311	\$ 6 654 909	(56 070)	\$ 36 943 997
Acquisitions d'immobilisations	1 150	\$ 16 362 817	\$ 38 811	\$ 59 943		\$ 16 462 721

FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 1992 et le bilan au 31 mars 1993 du Fonds des approvisionnements et services du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Approvisionnements et Services à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1993, sur les créditeurs et les frais courus et sur l'excédent au 31 mars 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée le 31 mars 1993 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 6 août 1993

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

(L.R.Q., c. A-10)

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

REVENUS DE PLACEMENTS ET SOLDE À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	15 720 \$	11 084 \$
Revenus de placements	16 830	15 720
Remise au Fonds consolidé du revenu	(15 720)	(11 084)
SOLDE À LA FIN	16 830 \$	15 720 \$

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS

de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993			1992
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus de placements	231 727 \$	239 946 \$	471 673 \$	612 087 \$
Contributions annulées	13 000	57 851	70 851	73 852
	244 727	297 797	542 524	685 939
Réclamations et frais de fiducie	256 416	1 457 580	1 713 996	1 197 030
Frais d'administra- tion - gouverne- ment du Québec	21 260	14 844	36 104	35 362
	277 676	1 472 424	1 750 100	1 232 392
Perte nette	32 949	1 174 627	1 207 576	546 453
Revenus accumulés au début	681 981	1 346 112	2 028 093	2 574 546
Revenus accumulés à la fin	649 032 \$	171 485 \$	820 517 \$	2 028 093 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN

au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	129 141 \$	28 449 \$
Placements temporaires - au coût	531 849	250 000
Revenus de placements à recevoir	2 105	1 761
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation: 1993: 366 904 \$ 1992: 717 841 \$)	354 000	715 000
	<u>1 017 095 \$</u>	<u>995 210 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	184 403 \$	291 132 \$
Placements temporaires - au coût	1 954 832	7 150 000
Revenus de placements à recevoir	62 137	49 693
Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	5 055 276	
	<u>7 256 648 \$</u>	<u>7 490 825 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 4)	1 000 265 \$	979 490 \$
Solde des revenus de placements à verser au Fonds consolidé du revenu	16 830	15 720
	<u>1 017 095 \$</u>	<u>995 210 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	448 709 \$	588 134 \$
Provision pour réclamations (note 6)	1 317 200	470 000
Contributions de base (note 5)	4 670 222	4 404 598
Avoir du fonds: Revenus accumulés	820 517	2 028 093
	<u>7 256 648 \$</u>	<u>7 490 825 \$</u>

ÉVENTUALITÉ (note 6)

La Présidente de l'Office de
la protection du consommateur,

Marie Bédard

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du Gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus de placements provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES**Revenus et dépenses des fonds**

Les revenus de placements, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont présentés à leur valeur nominale.

Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Réclamations et frais de fiducie à payer

L'excédent des réclamations et des frais de fiducie à payer par le Fonds sur le montant des cautionnements individuels est présenté au passif des cautionnements collectifs.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. DÉPÔTS À PARTICIPATION AU FONDS GÉNÉRAL DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds général à la fin de chaque mois.

Nombre d'unités	6 027
Coût d'acquisition des unités	5 055 276 \$
Valeur marchande des unités au 31 mars 1993	5 075 552 \$
Valeur marchande par unité au 31 mars 1993	842 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1993	1992
Solde au début	979 490 \$	919 700 \$
Dépôts de cautionnements	251 064	313 219
	<u>1 230 554</u>	<u>1 232 919</u>
Réclamations	15 508	6 529
Remises de cautionnements	214 781	146 000
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie		100 900
	<u>230 289</u>	<u>253 429</u>
Solde à la fin	<u>1 000 265 \$</u>	<u>979 490 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 23 878 750 \$ au 31 mars 1993 (24 540 833 \$ au 31 mars 1992). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

5. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1993	1992
Détaillants		
Solde au début	2 342 346 \$	2 271 096 \$
Contributions reçues	283 725	229 500
Contributions remboursées	(108 250)	(145 949)
Contributions annulées virées aux revenus	(13 000)	(12 301)
Solde à la fin	<u>2 504 821</u>	<u>2 342 346</u>
Grossistes		
Solde au début	2 062 252	1 950 494
Contributions reçues	263 500	252 500
Contributions remboursées	(102 500)	(79 191)
Contributions annulées virées aux revenus	(57 851)	(61 551)
Solde à la fin	<u>2 165 401</u>	<u>2 062 252</u>
Solde à la fin - détaillants et grossistes	<u>4 670 222 \$</u>	<u>4 404 598 \$</u>

6. ÉVENTUALITÉ

Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec rendu en mars 1991, un fournisseur de services à une agence de voyages qui a cessé ses activités a pu être indemnisé en vertu de la Loi sur les agents de voyages et ses règlements. À la suite de ce jugement, une modification au règlement sur les agents de voyages, entrée en vigueur le 14 mai 1992, fait en sorte que ce type de réclamation n'est plus recevable par l'Office de la protection du consommateur. Néanmoins, les fournisseurs de services lésés par une agence de voyages peuvent effectuer une réclamation à l'Office pour les événements survenus avant le 14 mai 1992. La réclamation à cet effet doit être transmise à l'intérieur d'un délai maximum de cinq ans.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

6. ÉVENTUALITÉ (suite)

L'Office de la protection du consommateur a l'intention de contester les réclamations reçues au montant de 2,6 M \$. À la date de préparation des états financiers, l'Office de la protection du consommateur n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le montant requis pour couvrir toutes les réclamations à venir. Cependant, pour les réclamations actuelles, une provision au montant de 1 317 200 \$ a été comptabilisée au 31 mars 1993.

Les montants que le Fonds pourrait être appelé à déboursier en excédent de la provision concernant cette éventualité seront considérés comme un redressement à affecter aux exercices antérieurs.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1993 ainsi que l'état des revenus de placements et du solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 juillet 1993

**FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN
(L.R.Q., c. T-12)**

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993
(en milliers de dollars)

	1993	1992
	(12 mois)	(3 mois)
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions des automobilistes - net (note 1)	57 450	13 941
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des services de transport en commun (note 3)		
- Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal	29 964	7 367
- Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec	8 498	1 918
- Société de transport de la Ville de Laval	3 648	897
- Société de transport de la rive-sud de Montréal	5 083	1 250
- Société de transport de l'Outaouais	3 386	842
- Corporation intermunicipale de transport des Forges	1 987	499
- Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	2 201	476
- Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	1 962	529
- Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec	721	163
	57 450	13 941

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

BILAN

au 31 mars 1993

(en milliers de dollars)

	1993	1992
ACTIF		
Encaisse	11 172	12 169
Contributions à recevoir de la Société de l'assurance automobile du Québec	1 697	1 772
Fonds répartis à recevoir d'organismes publics de transport en commun	379	
	<u>13 248</u>	<u>13 941</u>
PASSIF		
Dû aux organismes publics de transport en commun	<u>13 248</u>	<u>13 941</u>

Pierre Gignac
Administrateur du Fonds des contributions
des automobilistes au transport en commun

Georges Lalande
Sous-ministre des Transports

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, constitué en vertu de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales (1991, chapitre 32) sanctionnée et entrée en vigueur le 20 juin 1991, a pour objet de pourvoir au financement des services de transport en commun des organismes publics visés à l'article 88.1 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Le Fonds est constitué des contributions des automobilistes au transport en commun perçues par la Société de l'assurance automobile du Québec, déduction faite d'un montant représentant 2 % des contributions perçues pour couvrir les frais d'administration de la Société.

La gestion des sommes qui constituent le Fonds est confiée au ministre des Finances.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} janvier 1992.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les intérêts générés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu.

3. RÉPARTITION DES REVENUS

Les règles de partage entre les organismes des régions de Montréal et de Québec prévoient que les sommes qui constituent le Fonds sont réparties dans une proportion de 80 %, à partir des recettes générées par les usagers de leurs réseaux respectifs de transport en commun, et dans une proportion de 20 %, à partir des contributions des automobilistes ayant leur adresse sur le territoire d'une municipalité ou d'une réserve indienne dont le territoire est compris dans leur territoire respectif.

Pour les trois premiers mois de 1993, la répartition de ces sommes a été effectuée à partir des données de l'année 1992. Un ajustement aux versements à ces organismes sera effectué lorsque les recettes des usagers et les contributions des automobilistes de l'année 1993 seront connues.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de contributions des automobilistes au transport en commun du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 et au 31 mars 1993 ainsi que les états de la provenance et de la répartition des fonds de l'exercice de trois mois terminé le 31 mars 1992 et de l'exercice terminé le 31 mars 1993. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 et au 31 mars 1993, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'exercice de trois mois terminé le 31 mars 1992 et pour l'exercice terminé le 31 mars 1993 selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués avec uniformité.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 5 octobre 1993

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Services de placement médias (note 3)	12 910 967 \$	11 895 205 \$
Services d'audiovisuel et exposition	2 387 283	1 926 744
Services de traduction	872 767	861 460
	<u>16 171 017</u>	<u>14 683 409</u>
COÛT DES SERVICES RENDUS (note 4)		
Services de placement médias	11 685 590	10 680 990
Services d'audiovisuel et exposition	2 742 897	2 503 975
Services de traduction	1 001 380	994 725
	<u>15 429 867</u>	<u>14 179 690</u>
REVENU BRUT	741 150	503 719
REVENUS D'INTÉRÊTS	27 767	10 443
	<u>768 917</u>	<u>514 162</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 639 443	1 637 910
Entretien et réparations	50 387	43 789
Fournitures et approvisionnements	96 868	108 549
Intérêts sur avances du Fond consolidé du revenu	46 495	110 857
Location d'équipement	10 918	18 911
Loyers	535 000	535 000
Services informatiques	31 746	32 934
Services professionnels	22 735	9 243
Transports et communication	129 710	142 443
Amortissement des immobilisations	148 397	125 202
Divers	11 973	17 605
	<u>2 723 672</u>	<u>2 782 443</u>
PERTE AVANT SUBVENTION	1 954 755	2 268 281
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	2 072 900	2 363 600
REVENU NET	118 145	95 319
DÉFICIT AU DÉBUT	(75 383)	(170 702)
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	<u>42 762 \$</u>	<u>(75 383) \$</u>

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	118 145 \$	95 319 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	148 397	125 202
	266 542	220 521
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(366 589)	262 032
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(100 047)	482 553
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	161 000	
Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu		(367 000)
Dû au Fonds consolidé du revenu suite au transfert d'immobilisations		(15 145)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	161 000	(382 145)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Transfert d'immobilisations au gouvernement du Québec		15 145
Acquisitions d'immobilisations	(62 937)	(115 221)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(62 937)	(100 076)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE	(1 984)	332
ENCAISSE AU DÉBUT	14 909	14 577
ENCAISSE À LA FIN	12 925 \$	14 909 \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	12 925 \$	14 909 \$
Débiteurs	3 930 815	2 634 616
Travaux en cours - au coût	18 362	
	<u>3 962 102</u>	<u>2 649 525</u>
Immobilisations (note 5)	300 978	386 438
	<u>4 263 080 \$</u>	<u>3 035 963 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 924 920 \$	1 957 070 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	994 000	833 000
Revenus reportés		19 878
	<u>3 918 920</u>	<u>2 809 948</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	301 398	301 398
	<u>4 220 318</u>	<u>3 111 346</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT)	42 762	(75 383)
	<u>4 263 080 \$</u>	<u>3 035 963 \$</u>

Raynald Brulotte
Administrateur du Fonds des moyens
de communication

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des moyens de communication, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet d'offrir les services de communication concernant la publicité, l'audiovisuel, l'exposition, la photographie et la traduction, pour le compte des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds par le gouvernement du Québec sont inscrites à la valeur attribuée par ce dernier. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement	20 %
Logiciels	33 1/3 %
Mobilier	20 %
Véhicules	33 1/3 %

3. REVENUS - SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

	1993	1992
Publicité	14 171 843 \$	12 714 168 \$
Honoraires et autres frais	482 985	149 187
	14 654 828	12 863 355
Moins:		
Escomptes accordés aux clients	1 743 861	968 150
	12 910 967 \$	11 895 205 \$

4. COÛT DES SERVICES RENDUS

	1993	1992
Services de placement médias		
Publicité	13 830 854 \$	12 301 035 \$
Honoraires et autres frais	123 223	144 169
	13 954 077	12 445 204
Moins:		
Escomptes obtenus des fournisseurs	2 268 487	1 764 214
	11 685 590 \$	10 680 990 \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. COÛT DES SERVICES RENDUS (suite)

	1993	1992
Services d'audiovisuel et exposition		
Traitement et avantages sociaux	1 205 184 \$	1 292 354 \$
Fournitures	181 125	332 206
Services professionnels	1 010 060	572 905
Location d'emplacement	202 312	192 077
Frais de déplacement	144 216	114 433
	<u>2 742 897 \$</u>	<u>2 503 975 \$</u>
Services de traduction		
Traitement et avantages sociaux	668 398 \$	623 066 \$
Fournitures		383
Services professionnels	331 565	368 411
Frais de déplacement	1 417	2 865
	<u>1 001 380 \$</u>	<u>994 725 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

	1993		1992	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement	451 942 \$	226 237 \$	225 705 \$	269 395 \$
Logiciels	32 196	32 196		8 156
Mobilier	119 101	70 469	48 632	71 832
Véhicules	94 102	67 461	26 641	37 055
	<u>697 341 \$</u>	<u>396 363 \$</u>	<u>300 978 \$</u>	<u>386 438 \$</u>

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances sous forme de crédit rotatif, d'un montant maximal de 6 M\$, consenties à titre de fonds de roulement venant à échéance le 31 mars 1999 et portant intérêts au taux préférentiel bancaire.

7. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Communications, sans intérêt et sans modalités de remboursement.

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 160 596 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

9. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Subvention du gouvernement du Québec	2 072 900 \$	2 363 600 \$
Revenus de services	15 032 253	14 102 504
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	46 495	110 857
Autres dépenses	747 706	854 914
Bilan		
Débiteurs	3 442 981	2 595 187
Immobilisations:		
Valeur brute	299 323	297 612
Valeur nette	95 561	162 332
Créditeurs et frais courus	81 160	344 242
Avances du Fonds consolidé du revenu	994 000	833 000
Dû au Fonds consolidé du revenu	301 398	301 398

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des moyens de communication du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Communications à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations et de l'excédent. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les créditeurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 6 juillet 1993

**FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
(L.R.Q., c. M-19)**

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
	(12 mois)	(3 mois)
REVENUS		
Services rendus - net (note 3)	47 195 227 \$	11 253 255 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	21 301 477	4 849 719
Frais de déplacement	395 595	135 475
Communications	879 161	135 091
Services professionnels	1 919 649	84 498
Entretien et réparations	133 829	41 807
Loyers	5 751 314	1 347 049
Fournitures	642 408	122 781
Amortissement des immobilisations	608 349	130 857
Mauvaises créances	11 596	
Autres	35 901	725
	31 679 279	6 848 002
REVENU NET	15 515 948 \$	4 405 253 \$

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
	(12 mois)	(3 mois)
SOLDE AU DÉBUT	4 405 253 \$	
Revenu net	15 515 948	4 405 253 \$
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(1 600 000)	
SOLDE À LA FIN	18 321 201 \$	4 405 253 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	5 368 207 \$	2 145 440 \$
Dépôts à terme - au coût	9 000 000	
Débiteurs	1 553 666	4 199 565
Honoraires et frais payés d'avance	2 477 101	
	18 398 974	6 345 005
Immobilisations (note 4)	1 264 457	896 209
Frais de développement de systèmes	4 260 989	250 000
	23 924 420 \$	7 491 214 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	5 442 919 \$	2 300 804 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu		9 602
Revenus perçus d'avance	160 300	775 555
	5 603 219	3 085 961
EXCÉDENT	18 321 201	4 405 253
	23 924 420 \$	7 491 214 \$
ENGAGEMENTS (note 5)		
ÉVENTUALITÉS (note 6)		

Clément Ménard
Sous-ministre associé à l'Enregistrement
et sous-registraire du Québec

Michel Bouchard
Sous-ministre de la Justice et
sous-procureur général par intérim

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des registres du ministère de la Justice, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19), a pour objets la gestion et le financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre de la Justice et qui sont reliés à l'enregistrement et à la publicité des documents d'État, des actes de l'état civil, des droits personnels, des droits réels mobiliers et immobiliers, ainsi que de tous les autres documents dont la loi prévoit l'inscription à un registre tenu dans un bureau d'enregistrement.

En plus des opérations actuelles des bureaux d'enregistrement, le Fonds a pour objet l'administration et le financement de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du fonctionnement des nouveaux registres de l'état civil, des droits personnels, des droits réels mobiliers et immobiliers.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} janvier 1992.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Matériel roulant	33 1/3 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Logiciels	50 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre central de l'état civil, des droits personnels ainsi que des droits mobiliers et immobiliers. Ces frais seront portés aux opérations sur une période de 7 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de la mise en opération de ces registres.

Revenus

La date de démarcation des revenus de radiation est celle de la certification de la mention en marge sur les actes et la date de démarcation des revenus d'enregistrements officiels est celle de la réception de la demande de service.

3. SERVICES RENDUS - NET

	1993	1992
Services rendus	51 695 227 \$	11 253 255 \$
Partie des droits et honoraires perçus versée au Fonds de la réforme du cadastre québécois en vertu d'une décision du gouvernement du Québec	(4 500 000)	
	47 195 227 \$	11 253 255 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. IMMOBILISATIONS

	1993		1992
	Coût ou valeur attribuée *	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement de bureau	1 657 369 \$	578 242 \$	1 079 127 \$
Matériel roulant	9 214	9 214	769 296 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	280 930	119 664	161 266
Logiciels	56 149	32 085	24 064
	<u>2 003 662 \$</u>	<u>739 205 \$</u>	<u>1 264 457 \$</u>
* Solde au début	1 027 066 \$		
Acquisitions	976 596		
Solde à la fin	<u>2 003 662 \$</u>		

5. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 1996. Ces contrats totalisant 2 400 230 \$, sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1994	152 530 \$
1995	1 809 700
1996	438 000

6. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant 651 780 \$ ont été intentées contre le Fonds en rapport à des erreurs ou omissions commises par les registraires concernant principalement des inscriptions dans les registres ou des transmissions d'avis.

Les requérants demandent d'être indemnisés des dommages subis.

Tout paiement résultant du dénouement de ces poursuites sera porté aux résultats de l'année financière alors en cours.

7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 1 023 269 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

**8. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

	1993	1992
Opérations		
Services rendus - net		
Partie des droits et honoraires perçus versée	4 500 000 \$	
Traitements et avantages sociaux	315 000	
Communications	875 380	132 401 \$
Services professionnels	1 594 476	
Entretien et réparations		6 533
Loyers	5 635 144	1 315 000
Fournitures	200 623	
Bilan		
Débiteurs	1 397 452	4 038 665
Honoraires et frais payés d'avance	2 477 101	
Immobilisations	141 213	
Frais de développement de systèmes	471 822	
Créditeurs et frais courus	4 369 384	1 664 550
Dû au Fonds consolidé du revenu		9 602

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1992 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1993.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des registres du ministère de la Justice du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et l'état de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 30 septembre 1993

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1993
(en milliers de dollars)

	1993	1992
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions		
Des employeurs	2 816 082	2 754 067
Du Fonds consolidé du revenu	1 302 772	1 293 109
	<u>4 118 854</u>	<u>4 047 176</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 710 813	2 670 143
Services hospitaliers	1 408 041	1 377 033
	<u>4 118 854</u>	<u>4 047 176</u>

BILAN
au 31 mars 1993
(en milliers de dollars)

	1993	1992
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	92 070	97 606
Du Fonds consolidé du revenu	129 674	194 092
	<u>221 744</u>	<u>291 698</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	175 709	242 895
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	46 035	48 803
	<u>221 744</u>	<u>291 698</u>

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1^{er} avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1^{er} avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 20 août 1993

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS	97 140 879 \$	100 173 180 \$
Coût des services rendus (note 3)	87 975 311	90 848 565
REVENU BRUT	9 165 568	9 324 615
Frais d'administration (note 4)	4 181 611	4 361 128
REVENU NET	4 983 957 \$	4 963 487 \$

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	9 175 999 \$	4 912 512 \$
Revenu net	4 983 957	4 963 487
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(9 000 000)	(700 000)
SOLDE À LA FIN	5 159 956 \$	9 175 999 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	4 983 957 \$	4 963 487 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	2 035 978	2 076 720
	7 019 935	7 040 207
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	1 214 279	2 193 323
Liquidités provenant des activités d'exploitation	8 234 214	9 233 530
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités de financement: Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(9 000 000)	(700 000)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(620 515)	(1 519 137)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations	241 486	440 449
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(379 029)	(1 078 688)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(1 144 815)	7 454 842
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	8 980 843	1 526 001
LIQUIDITÉS À LA FIN	7 836 028 \$	8 980 843 \$

Les liquidités comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	836 028 \$	8 980 843 \$
Placement temporaire - au coût (note 5)	7 000 000	
Débiteurs	8 440 950	11 065 360
Subventions à recevoir du gouvernement du Canada (note 6)	931 300	1 500 000
	17 208 278	21 546 203
Immobilisations (note 7)	7 731 599	9 388 548
	24 939 877 \$	30 934 751 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	8 057 730 \$	9 674 450 \$
Revenus reportés	457 497	665 452
	8 515 227	10 339 902
Revenus reportés	368 742	522 898
Dû au Fonds consolidé du revenu - sans intérêt et sans modalités de remboursement	10 895 952	10 895 952
	19 779 921	21 758 752
EXCÉDENT	5 159 956	9 175 999
	24 939 877 \$	30 934 751 \$

Marcel W. Landry
Administrateur du Fonds des services de
télécommunications

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des services de télécommunications fournis aux ministères ainsi qu'aux organismes publics ou autres désignés par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministre des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructure de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques, téléphoniques et de radiocommunications sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

3. COÛT DES SERVICES RENDUS

	1993	1992
Achats et locations de services	80 625 537 \$	84 038 141 \$
Traitements et avantages sociaux	5 075 260	4 508 901
Loyers	552 922	681 283
Amortissement de l'équipement de communications téléphoniques et informatiques, de l'équipement et de l'infrastructure de radiocommunications et du matériel roulant	1 797 504	1 841 839
Autres	305 785	339 482
	88 357 008	91 409 646
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada	381 697	561 081
	87 975 311 \$	90 848 565 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1993	1992
Traitements et avantages sociaux	2 235 756 \$	2 398 282 \$
Honoraires professionnels	1 043 045	1 100 512
Voyages et communications	202 281	213 349
Traitement informatique et développement	117 778	131 119
Formation	71 908	57 657
Loyers	243 179	361 380
Location d'équipement	28 704	37 837
Entretien et réparations	83 455	65 911
Fournitures	143 897	149 284
Publicité	18 236	62 884
Abonnements et cotisations	48 285	43 343
Intérêts	1 539	3 159
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	176 306	166 971
Amortissement du mobilier de bureau	35 766	41 900
Amortissement des améliorations locatives	26 402	26 010
Mauvaises créances	13 191	
	4 489 728	4 859 598
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada	308 117	498 470
	4 181 611 \$	4 361 128 \$

Certaines dépenses du Fonds pour des service de soutien administratif et technique, assumées par le ministère des Communications à même ses crédits budgétaires et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations.

5. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidités du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des services de télécommunications.

6. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu du programme conjoint de protection civile, le gouvernement du Canada verse annuellement au Fonds, des subventions pouvant atteindre 1,5 M\$, pour le développement du réseau intersites de radiocommunications du gouvernement du Québec. Ce projet devrait se terminer en 1993-1994. Ces subventions qui étaient à recevoir au 31 mars, sont comptabilisées en diminution des éléments suivants:

	1993	1992
Coût des services rendus	381 697 \$	561 081 \$
Frais d'administration	308 117	498 470
Immobilisations	241 486	440 449
	931 300 \$	1 500 000 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

7. IMMOBILISATIONS

	1993		1992	
	Coût net * ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement de radio- communications	4 914 516 \$	2 408 537 \$	2 505 979 \$	3 010 005 \$
Équipement de communi- cations informatiques	5 817 481	5 377 821	439 660	1 052 852
Équipement de bureau- tique et informatique	1 102 974	813 546	289 428	414 156
Équipement de communi- cations téléphoniques	116 244	52 309	63 935	75 559
Infrastructure de radio- communications	6 357 471	2 128 217	4 229 254	4 551 295
Matériel roulant	289 296	182 197	107 099	129 136
Mobilier de bureau	253 932	203 316	50 616	83 515
Améliorations locatives	132 009	86 381	45 628	72 030
	<u>18 983 923 \$</u>	<u>11 252 324 \$</u>	<u>7 731 599 \$</u>	<u>9 388 548 \$</u>

* Les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution des immobilisations se répartissent comme suit:

	Au 31 mars 1992	Imputation de l'année	Au 31 mars 1993
Équipement de radiocommunications	832 071 \$	133 548 \$	965 619 \$
Équipement de bureautique et informatique	248 038	10 710	258 748
Infrastructure de radiocommunications	1 048 179	66 309	1 114 488
Matériel roulant	82 618	30 919	113 537
Mobilier de bureau	66 187		66 187
	<u>2 277 093 \$</u>	<u>241 486 \$</u>	<u>2 518 579 \$</u>

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 320 372 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

9. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS
DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Revenus	79 389 961 \$	81 329 367 \$
Dépenses	2 224 307	1 810 389
Bilan		
Débiteurs	5 603 192	8 525 197
Acquisitions d'immobilisations	7 704	9 059
Créditeurs	340 348	590 034
Dû au Fonds consolidé du revenu	10 895 952	10 895 952

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité des états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Communications à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les créditeurs et sur l'excédent aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 13 septembre 1993

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SERVICES INFORMATIQUES		
Revenus (note 4)	25 849 027 \$	23 963 956 \$
Coût (incluant l'amortissement d'immobilisations) (note 5)	20 297 670	19 402 328
REVENU BRUT	5 551 357	4 561 628
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 850 898	1 811 866
Honoraires professionnels	62 398	104 847
Déplacements	26 877	38 821
Communication	46 079	40 230
Loyers	436 615	426 323
Matériel informatique	42 061	55 018
Transport et entreposage	35 923	33 758
Fournitures	103 654	121 674
Formation	23 398	26 197
Autres frais	22 000	31 983
Perte sur aliénations d'immobilisations	114 541	24 953
Amortissement du mobilier de bureau	119 406	154 035
	2 883 850	2 869 705
REVENU NET	2 667 507 \$	1 691 923 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	5 051 902 \$	3 759 979 \$
Revenu net	2 667 507	1 691 923
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(4 800 000)	(400 000)
SOLDE À LA FIN	2 919 409 \$	5 051 902 \$

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	2 667 507 \$	1 691 923 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 121 337	902 830
Perte sur aliénations d'immobilisations	114 541	24 953
	3 903 385	2 619 706
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(357 601)	(432 262)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	3 545 784	2 187 444
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursements sur obligations découlant de contrats de location-acquisition	(1 410)	(15 709)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(4 800 000)	(400 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(4 801 410)	(415 709)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(793 915)	(384 182)
Produit d'aliénations d'immobilisations		14 337
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(793 915)	(369 845)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(2 049 541)	1 401 890
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	3 995 723	2 593 833
LIQUIDITÉS À LA FIN	1 946 182 \$	3 995 723 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	546 182 \$	995 723 \$
Placement temporaire - au coût (note 6)	1 400 000	3 000 000
Débiteurs	4 235 039	4 104 784
Frais payés d'avance	481 147	395 607
	6 662 368	8 496 114
Immobilisations (note 7)	1 169 526	1 611 489
	7 831 894 \$	10 107 603 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	910 623 \$	1 099 786 \$
Revenus reportés	47 357	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition		1 410
	957 980	1 101 196
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	3 954 505	3 954 505
	4 912 485	5 055 701
EXCÉDENT	2 919 409	5 051 902
	7 831 894 \$	10 107 603 \$
ENGAGEMENTS (note 10)		
Éric Martin Administrateur du Fonds des services informatiques		
Michel Roy Sous-ministre des Communications		

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet de financer les coûts des services informatiques fournis par le ministère des Communications à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20% et 33 %
Équipement bureautique	33 %
Logiciels d'exploitation	33 %
Mobilier de bureau	20 %

3. RÉVISION D'ESTIMATION COMPTABLE

Une révision de l'estimation de la durée de vie utile de certaines immobilisations a été effectuée au 1^{er} avril 1992 pour tenir compte des progrès technologiques importants survenus sur le marché informatique et ainsi représenter fidèlement l'usage des actifs détenus par le Fonds. Cette révision a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1993:

Coût - services informatiques	
Amortissement de l'équipement informatique	
et de l'équipement bureautique	205 598 \$
Amortissement des logiciels	108 464
Fournitures informatiques	129 380
Revenu net	(443 442)
Immobilisations	(443 442)
Excédent	(443 442)

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. REVENUS - SERVICES INFORMATIQUES

	1993	1992
Traitement différé	4 704 738 \$	4 878 272 \$
Traitement en temps partagé	3 175 107	2 839 454
Traitement en direct	8 013 110	8 747 971
Stockage	4 344 255	4 489 037
Impression	1 019 867	1 064 723
Accès à l'ordinateur	1 077 210	1 058 370
Exploitation	220 469	187 938
Développement et maintenance	4 414 777	3 632 603
Locations diverses	1 089 362	942 240
Relève	484 101	476 700
	28 542 996	28 317 308
Escompte de volume	2 693 969	4 353 352
	25 849 027 \$	23 963 956 \$

5. COÛT - SERVICES INFORMATIQUES

	1993	1992
Dépenses de fonctionnement:		
Traitements et avantages sociaux	9 419 568 \$	8 700 777 \$
Déplacements	71 232	77 379
Communication	251 426	203 449
Formation	175 333	159 250
Personnel de soutien	99 523	
Loyers	1 746 458	1 705 293
Amortissement de l'équipement informatique et de l'équipement bureautique	749 249	546 258
Amortissement des logiciels	252 682	202 537
	12 765 471	11 594 943
Achat et locations de services:		
Services professionnels	1 174 420	1 087 039
Location de l'équipement informatique	3 020 461	3 755 844
Location des logiciels	1 168 538	1 016 845
Entretien de l'équipement informatique et de l'équipement bureautique	1 059 084	1 061 779
Entretien des logiciels	568 997	463 125
Fournitures informatiques	374 886	185 966
Relève externe	165 813	236 787
	7 532 199	7 807 385
	20 297 670 \$	19 402 328 \$

6. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds des services informatiques.

7. FRAIS D'ADMINISTRATION

Certaines dépenses du Fonds pour des services de soutien administratif et technique, assumées par le ministère des Communications à même ses crédits budgétaires et non facturées au Fonds, ne sont pas présentées dans l'état des opérations.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

8. IMMOBILISATIONS

	1993		1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	1 470 439 \$	850 917 \$	619 522 \$
Équipement bureautique	1 092 008	762 544	329 464
Logiciels d'exploitation	753 649	553 641	200 008
Mobilier de bureau	771 100	750 568	20 532
Équipement informatique détenu en vertu de contrats de location- acquisition	67 614	67 614	
	4 154 810 \$	2 985 284 \$	1 169 526 \$
			1 611 489 \$

9. Dû AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1993	1992
Effet à payer, sans intérêt jusqu'au 31 mars 2000, sans modalités de remboursement	3 954 505 \$	3 954 505 \$

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 510 597 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

11. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de contrats à long terme s'échelonnant jusqu'en 1998 pour la location et l'entretien d'équipement d'informatique et de logiciels, pour des services professionnels ainsi que pour des frais d'aménagement de l'immeuble.

La dépense de l'année financière terminée le 31 mars 1993 concernant la location et l'entretien s'élève à 5 817 080 \$, celle des services professionnels à 1 174 420 \$ et celle des frais d'aménagement inclus dans les loyers à 734 428 \$. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1994	9 092 355 \$
1995	2 068 743
1996	1 674 979
1997	1 147 773
1998	385 154
	14 369 004 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

12. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Revenus	25 625 189 \$	23 811 153 \$
Dépenses	5 779 659	6 383 290
Bilan		
Débiteurs	4 168 333	4 078 174
Frais payés d'avance	26 624	28 563
Créditeurs et frais courus	193 217	477 069
Revenus reportés	25 595	
Dû au Fonds consolidé du revenu	3 954 505	3 954 505

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Communications à mêmes ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les créditeurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 17 septembre 1993

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
VENTES	2 218 406 \$	2 280 344 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)	913 061	935 365
REVENU BRUT	1 305 345	1 344 979
REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS (note 4)	93 602	222 805
AUTRES REVENUS	16 349	4 854
	1 415 296	1 572 638
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	975 271	1 047 504
Honoraires professionnels	15 046	14 872
Communications	53 883	54 799
Loyers	195 145	171 733
Entretien et réparations	22 862	24 574
Fournitures et approvisionnements	21 404	29 622
Mauvaises créances	1 547	9 199
Intérêts et frais bancaires	2 492	1 967
Matériel et équipement	6 123	7 638
Amortissement des immobilisations	64 578	67 804
Amortissement des frais reportés	10 824	10 824
	1 369 175	1 440 536
REVENU NET	46 121	132 102
DÉFICIT AU DÉBUT	402 086	534 188
DÉFICIT À LA FIN	355 965 \$	402 086 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN

au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 437 152 \$	682 945 \$
Débiteurs	495 607	707 783
Contributions pour des services spécialisés à recevoir	332 854	444 725
Stocks	303 791	298 687
Frais payés d'avance	7 126	6 186
	<u>2 576 530</u>	<u>2 140 326</u>
Immobilisations (note 5)	97 602	156 976
Frais reportés	86 592	97 416
	<u>2 760 724 \$</u>	<u>2 394 718 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	820 726 \$	1 024 777 \$
Revenus reportés	1 847 527	1 323 591
	<u>2 668 253</u>	<u>2 348 368</u>
Avance du Fonds consolidé du revenu, sans intérêts et sans modalités de remboursement	448 436	448 436
	<u>3 116 689</u>	<u>2 796 804</u>
DÉFICIT	355 965	402 086
	<u>2 760 724 \$</u>	<u>2 394 718 \$</u>

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information
géographique et foncière

Guy Morneau
Sous-ministre associé aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage et de cadastre ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées sauf celles effectuées dans le cadre des projets spécifiques des services spécialisés. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût du droit d'utilisation pour une période de 10 ans d'équipements informatiques et des données qu'ils contiennent. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1993	1992
Stocks au début	298 687 \$	255 340 \$
Achats	918 165	978 712
	1 216 852	1 234 052
Stocks à la fin	303 791	298 687
	913 061 \$	935 365 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS

	1993	1992
Revenus	2 251 052 \$	3 315 176 \$
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux	74 121	94 715
Honoraires professionnels	1 931 061	2 571 828
Fournitures et approvisionnements	86 165	22 607
Matériel et équipement *	27 745	352 760
Frais de déplacement	38 358	50 461
	2 157 450	3 092 371
	93 602 \$	222 805 \$

* Le coût du matériel et de l'équipement relatif à la réalisation de projets spécifiques est imputé aux dépenses lors de l'acquisition. Les contributions comptabilisées comme revenus reportés et servant à défrayer ces acquisitions sont virées aux revenus au même moment.

5. IMMOBILISATIONS

	1993			1992
	Coût ou valeur attribuée *	Amortissement cumulé	Net	Net
Matériel et équipement	322 889 \$	225 287 \$	97 602 \$	156 976 \$
			1993	1992
* Coût ou valeur attribuée				
Solde au début			339 021 \$	505 695 \$
Acquisitions			19 768	13 726
Dispositions			(35 900)	(180 400)
Solde à la fin			322 889 \$	339 021 \$

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 45 396 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

7. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Ventes	1 085 319 \$	1 132 317 \$
Revenus de services spécialisés	2 119 435	3 058 406
Autres revenus	11 869	
Communications	27 887	28 800
Loyers	195 145	171 733
Autres	17 215	13 592
Bilan		
Débiteurs	290 640	493 994
Contributions pour des services spécialisés à recevoir	332 854	304 960
Créditeurs	201 376	223 364
Revenus reportés	1 719 551	1 070 369
Avance du Fonds consolidé du revenu	448 436	448 436

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 30 juillet 1993

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Services rendus	1 399 046 \$	1 134 816 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	914 898	651 595
Loyer	97 173	
Honoraires professionnels	10 876	43 770
Frais de déplacement et de séjour	1 563	568
Communications	61 542	55 463
Services informatiques	87 570	107 021
Bandes de données statistiques	93 345	28 063
Logiciels et matériel informatique	39 797	17 289
Impressions et frais de bureau	33 069	84 265
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	22 608	32 429
Autres	15 001	15 322
Amortissement des immobilisations	45 216	47 922
Amortissement des frais reportés	10 021	4 098
	1 432 679	1 087 805
(PERTE NETTE) REVENU NET	(33 633)	47 011
DÉFICIT AU DÉBUT		(38 081)
EXCÉDENT VIRÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU		8 930 \$
DÉFICIT À LA FIN	(33 633) \$	

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	61 268 \$	28 590 \$
Débiteurs:		
Bureau de la statistique du Québec		4 030
Autres	432 723	384 099
Travaux en cours	70 456	58 302
Frais payés d'avance		475
	564 447	475 496
Immobilisations (note 3)	37 191	78 513
Frais reportés	2 106	7 914
	603 744 \$	561 923 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs:		
Bureau de la statistique du Québec	20 010 \$	
Autres	90 242	80 787 \$
Avances de clients sur contrats de service	75 321	43 027
Intérêts courus	5 886	8 179
Dû au Fonds consolidé du revenu	8 930	8 930
Revenus reportés	85 988	
	286 377	140 923
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	351 000	421 000
DÉFICIT	33 633	
	603 744 \$	561 923 \$

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du Bureau
de la statistique du Québec

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les états financiers excluent les transactions relatives à la participation du Bureau de la statistique du Québec dans certains contrats de services.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 50 % l'an.

3. IMMOBILISATIONS

	1993		1992
	Coût *	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	186 828 \$	154 818 \$	32 010 \$
Mobilier et équipement	15 313	10 132	5 181
	202 141 \$	164 950 \$	37 191 \$
			78 513 \$

* Coût

	1993	1992
Solde au début	198 247 \$	170 509 \$
Acquisitions	3 894	27 738
Solde à la fin	202 141 \$	198 247 \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1993	1992
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	351 000 \$	421 000 \$

5. ÉCHANGE DE RESSOURCES HUMAINES

Afin de remplir ses obligations, le Fonds est autorisé à utiliser les ressources humaines du Bureau de la statistique du Québec. Ce dernier peut aussi utiliser les employés du Fonds.

Les états financiers tiennent compte du prêt mutuel de ressources humaines au niveau des traitements et avantages sociaux. Cependant ils ne tiennent pas compte du personnel cadre affecté à des projets du Fonds car ces frais émergent au budget du Bureau de la statistique du Québec.

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993, imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 33 027 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

7. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Services rendus	965 907 \$	713 429 \$
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	22 608	32 429
Autres frais d'opération et d'administration	226 697	116 060
Bilan		
Débiteurs	282 600	195 384
Travaux en cours	63 257	33 552
Créditeurs	37 887	40 804
Avance de clients sur contrats de service	75 321	31 027
Intérêts courus	5 886	8 179
Dû au Fonds consolidé du revenu	8 930	8 930
Revenus reportés	85 988	
Avances du Fonds consolidé du revenu	351 000	421 000

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Compte tenu de l'absence d'un système d'information de gestion adéquat au Bureau de la statistique du Québec avant le 1^{er} avril 1992, je n'ai pu m'assurer de l'intégralité et de l'exactitude du montant des traitements et avantages sociaux qui aurait dû être imputé au fonds pour services rendus sur des projets de production statistique avant cette date. Par conséquent, je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés à la dépense de traitements et avantages sociaux et au revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1992 ainsi qu'à l'actif et au passif aux 31 mars 1993 et 1992.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Finances à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations et du déficit. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur les résultats des opérations des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les créiteurs et sur le déficit ou l'excédent viré au fonds consolidé du revenu aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception des effets des éventuels redressements dont il est question aux paragraphes précédents, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 30 novembre 1993

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

REVENUS

Services de courrier et de messagerie	27 422 398 \$
Revenus d'intérêts	13 333
Gain sur aliénations d'immobilisations	13 256
	<u>27 448 987</u>

FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

Services postaux et de messagerie	21 415 750
Traitements et avantages sociaux	4 801 879
Loyers	886 571
Fournitures	234 697
Entretien	197 575
Communications	120 788
Services administratifs	33 855
Amortissement des immobilisations	233 575
Frais généraux facturés par le gouvernement du Québec (note 5)	90 000
Autres dépenses	16 912
	<u>28 031 602</u>

PERTE NETTE ET DÉFICIT AU 31 MARS 1993	<u><u>582 615 \$</u></u>
---	--------------------------

BILAN
au 31 mars 1993

	Bilan au 31 mars 1993	Bilan d'ouverture au 1 ^{er} avril 1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	42 410 \$	
Débiteurs	3 205 088	
Stock de valeurs postales	1 481 152	1 527 384 \$
Frais payés d'avance	25 034	53 251
Immobilisations (note 3)	1 150 706	1 143 697
	<u>5 904 390 \$</u>	<u>2 724 332 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3 882 210 \$	119 537 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	2 604 795	2 604 795
DÉFICIT	(582 615)	
	<u>5 904 390 \$</u>	<u>2 724 332 \$</u>

Gaston Couillard
Administrateur du Fonds du courrier
et de la messagerie

Jean-Claude Careau
Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du courrier et de la messagerie, fonds spécial constitué par la loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives (1991, chapitre 72), a pour objet de fournir, moyennant considérations, les services de traitement du courrier et de la messagerie externe des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} avril 1992. Ce Fonds succède au Service du courrier et des messageries du ministère des Approvisionnements et Services dont les opérations ont cessé le 31 mars 1992. À cette date, des actifs et passifs du Service du courrier et des messageries ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds du courrier et de la messagerie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stock de valeurs postales

Les stocks de valeurs postales sont évalués au prix coûtant.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Matériel d'insertion	6 2/3 %
Matériel de levage	10 %
Machines à affranchir	20 %
Balances postales	20 %
Systèmes de gestion	20 %
Véhicules	20 %
Ameublement	20 %
Équipement de bureau	20 %

3. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1993			1 ^{er} avril 1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sement accumulé	Net	Coût ou valeur attribuée
Matériel d'insertion	59 001 \$	3 933 \$	55 068 \$	59 001 \$
Matériel de levage	46 192	3 920	42 272	24 500
Machines à affranchir	110 604	15 775	94 829	75 241
Balances postales	65 549	11 103	54 446	44 482
Systèmes de gestion	153 832	30 766	123 066	153 832
Véhicules	779 130	134 105	645 025	624 101
Ameublement	126 550	25 310	101 240	126 550
Équipement bureautique	42 329	7 569	34 760	35 990
	<u>1 383 187 \$</u>	<u>232 481 \$</u>	<u>1 150 706 \$</u>	<u>1 143 697 \$</u>

4. DÙ AU FOND CONSOLIDÉ DU REVENU

Dù suite au transfert d'actifs et de passifs du Service du courrier et des messageries du ministère des Approvisionnements et Services, sans intérêt et dont les modalités de remboursement n'ont pas été déterminées par le Gouvernement.

FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

5. FRAIS GÉNÉRAUX FACTURÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le ministère des Approvisionnements et Services facture au Fonds les coûts assumés à même ses crédits au bénéfice du Fonds.

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 185 562 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

7. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Opérations

Revenus	26 929 588 \$
Loyers	603 716
Communications	58 133
Fournitures	23 373
Services administratifs	5 330
Frais généraux facturés par le Gouvernement du Québec	90 000

Bilan

Débiteurs	3 148 329
Créditeurs et frais courus	4 969
Dû au Fonds consolidé du revenu	2 604 795

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 1992 et le bilan au 31 mars 1993 du Fonds du courrier et de la messagerie du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Approvisionnements et Services à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations et du déficit. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1993, sur les créditeurs et sur le déficit au 31 mars 1993.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1^{er} avril 1992 et au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée le 31 mars 1993 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 13 août 1993

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Services	25 968 181 \$	29 662 493 \$
Redevances	734 875	
Gain sur aliénations d'immobilisations	179 931	5 124
Autres	180 752	318 885
	<u>27 063 739</u>	<u>29 986 502</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	11 290 020	10 378 561
Entretien et réparations	5 635 319	5 737 654
Pièces de rechange et fournitures	2 631 060	2 312 527
Carburant	2 449 399	3 985 438
Transport et communication	858 317	919 918
Loyers - immeubles	2 062 978	1 941 946
Loyers - aéronefs et équipements	564 589	245 065
Services professionnels, administratifs et autres	733 227	608 242
Matériel, équipement et autres dépenses	85 915	53 789
Intérêts sur dette à long terme	2 198 089	2 257 531
Amortissement des immobilisations	3 239 736	1 453 344
Amortissement des frais reportés	41 855	15 895
	<u>31 790 504</u>	<u>29 909 910</u>
(PERTE) REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	(4 726 765)	76 592
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	3 335 900	3 335 900
(PERTE NETTE) REVENU NET	(1 390 865) \$	3 412 492 \$

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
SOLDE AU DÉBUT	3 412 492 \$	
(Perte nette) Revenu net	(1 390 865)	3 412 492 \$
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(900 000)	
SOLDE À LA FIN	1 121 627 \$	3 412 492 \$

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(1 390 865) \$	3 412 492 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	3 239 736	1 453 344
Amortissement des frais reportés	41 855	15 895
Gain sur aliénations d'immobilisations	(179 931)	(5 124)
	1 710 795	4 876 607
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	2 456 985	(964 779)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	4 167 780	3 911 828
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition:		
Obligations	353 593	6 613 607
Remboursements	(1 236 165)	(1 196 341)
Avances du Fonds consolidé du revenu	85 861 135	
Remboursement d'une avance du Fonds consolidé du revenu		(4 684 000)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(900 000)	
Frais reportés	(216 192)	(148 358)
Liquidités provenant des activités de financement	83 862 371	584 908
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Dépôt en garantie sur contrat de location- acquisition	(137 400)	(2 379 800)
Dépôt sur acquisition d'avions	(89 164 172)	
Acquisition d'immobilisations	(2 985 799)	(6 694 466)
Produit d'aliénations d'immobilisations	179 931	5 124
Liquidités utilisés pour les activités d'investissement	(92 107 440)	(9 069 142)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	4 077 289	4 572 406
ENCAISSE AU DÉBUT	10 908 550	15 480 956
ENCAISSE À LA FIN	6 831 261 \$	10 908 550 \$

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 4)	6 831 261 \$	10 908 550 \$
Débiteurs	1 560 473	1 456 182
Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant	9 664 058	8 877 515
Frais payés d'avance	187 398	
	<u>18 243 190</u>	<u>21 242 247</u>
Dépôt sur acquisition d'avions (note 5)	89 164 172	
Dépôt en garantie sur contrat de location- acquisition (note 6)	2 517 200	2 379 800
Immobilisations (note 7)	46 916 463	47 170 400
Frais reportés, au coût amorti	306 800	132 463
	<u>157 147 825 \$</u>	<u>70 924 910 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 184 950 \$	1 952 770 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)	1 249 109	1 220 851
Intérêts courus	3 303 037	
Avance du Fonds consolidé du revenu (note 5)	85 861 135	
	<u>92 598 231</u>	<u>3 173 621</u>
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)	20 395 332	21 306 162
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	43 032 635	43 032 635
	<u>156 026 198</u>	<u>67 512 418</u>
EXCÉDENT	1 121 627	3 412 492
	<u>157 147 825 \$</u>	<u>70 924 910 \$</u>

Gaston couillard
Administrateur du Fonds du service
aérien gouvernemental

Jean-Claude Careau
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1993**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds du service aérien gouvernemental, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de financer les coûts des services de transport aérien fournis par le ministère des Approvisionnements et Services, dans le cadre de fonctions ou de missions gouvernementales.

Ce fonds est administré par le ministre des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant

Les pièces de rechange, fournitures et carburant sont inscrits au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût.

Les frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation ou selon la méthode d'amortissement linéaire sur leur durée prévue d'utilisation, variant de 3 à 5 ans, compte tenu de leur valeur résiduelle.

Les autres immobilisations sont amorties selon les méthodes et les taux suivants compte tenu de leur valeur résiduelle:

	Méthode	Taux
Aéronef de type Cheyenne	Linéaire	10 %
Autres aéronefs	Linéaire	6 2/3 %
Modifications aux aéronefs	Linéaire	20 %
Mobilier, matériel et équipement	Dégressif	20 %

Frais reportés

Ce poste représente les gains ou pertes non matérialisés sur change étranger et sont amortis sur la durée résiduelle des placements et des dettes à long terme auxquels ils se rapportent.

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Conversion de devises étrangères

Des comptes d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan; les comptes de résultats et les stocks sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les gains ou pertes matérialisés sur change étranger sont imputés aux opérations de l'année financière.

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

Capitalisation des frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs

À compter de la présente année financière, le Fonds capitalise et amortit les frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs alors qu'auparavant ils étaient imputés aux opérations.

Cette modification appliquée de façon prospective a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de la présente année financière:

Perte nette	(2 085 452) \$
Immobilisations	2 085 452
Excédent	2 085 452

4. ENCAISSE

L'encaisse du Fonds est conservée dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-24) les intérêts perçus sur l'encaisse sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations du Fonds.

5. DÉPÔT SUR ACQUISITION D'AVIONS

Le 5 août 1992, le gouvernement du Québec a autorisé le Fonds à acquérir huit avions-citernes CL-415. La livraison de ces avions s'échelonne de avril 1994 à octobre 1996 et leur coût d'acquisition est de 136 935 200 \$ en dollars de juin 1990. Ce montant est indexé en dollars actuels à chaque facturation et est évalué à 164 770 874 \$ au 15 février 1993, excluant le coût du financement.

Au 31 mars 1993, ce poste comprend un dépôt de 85 861 135 \$ versé au vendeur par le Fonds et les intérêts accumulés au montant de 3 303 037 \$ sur l'avance du Fonds consolidé du revenu consenti au Fonds relativement au financement de l'acquisition de ces avions. Cette avance échéant le 31 mars 1994 porte intérêt au taux préférentiel d'une banque canadienne.

6. DÉPÔT EN GARANTIE SUR CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Ce dépôt échéant le 15 juillet 2001 porte intérêt au taux du marché pour un dépôt à terme de trois mois à deux ans au choix du Fonds (3,35 % au 31 mars 1993).

7. IMMOBILISATIONS

	1993			1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sement cumulé	Net	Net
Avions CL-215 T	25 014 406 \$	1 417 483 \$	23 596 923 \$	25 014 406 \$
Autres aéronefs	30		30	32
Modifications aux aéronefs	708 772	141 754	567 018	151 980
Frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs	2 275 659	190 207	2 085 452	
Mobilier, matériel et équipement	807 919	239 042	568 877	535 954
	28 806 786	1 988 486	26 818 300	25 702 372
Immobilisations détenues en vertu des contrats de location-acquisition:				
Aéronef de type Cheyenne	2 742 677	465 843	2 276 834	2 509 961
Autres aéronefs	20 060 079	2 238 750	17 821 329	18 958 067
	22 802 756	2 704 593	20 098 163	21 468 028
	51 609 542 \$	4 693 079 \$	46 916 463 \$	47 170 400 \$

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

8. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1994	3 305 605 \$
1995	3 305 605
1996	3 305 605
1997	3 305 605
1998	3 305 605
1999 à 2005	17 997 380
Total des paiements minimums exigibles	34 525 405
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles à des taux variant de 9,25 % à 10,094 %	12 880 964
Versements échéant en deçà d'un an	21 644 441 1 249 109
	20 395 332 \$

9. DÔ AU FOND CONSOLIDÉ DU REVENU

	1993	1992
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental sans intérêts et sans modalités de remboursement	27 727 266 \$	27 727 266 \$
Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Transports, sans intérêts et sans modalités de remboursement	15 305 369	15 305 369
	43 032 635 \$	43 032 635 \$

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeurs à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 492 752 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

11. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
OPÉRATIONS		
Revenus-Services	17 048 201 \$	17 651 704 \$
Loyers-immeubles	2 018 589	1 904 578
Autres dépenses	199 778	37 133

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

11. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (suite)

	1993	1992
Bilan		
Débiteurs	923 355 \$	1 195 959 \$
Créditeurs et frais courus	19 957	
Intérêts courus	3 303 037	
Avance du Fonds consolidé du revenu	85 861 135	
Dû au Fonds consolidé du revenu	43 032 635	43 032 635

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1992 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1993.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du service aérien gouvernemental du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Approvisionnement et Services à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le résultat des opérations des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les créditeurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi du Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception du changement apporté à la capitalisation des frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs et expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 6 août 1993

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1993
(en milliers de dollars)

	Solde au 31 mars 1992	Valeurs reçues ou encaissements	Valeurs remises ou remboursements	Solde au 31 mars 1993
Sociétés, organismes et particuliers:				
Taxe sur les produits et services:				
Recettes perçues		2 686 177	2 574 490	111 687
Crédits pour intrants		1 243 601	1 243 601	
		3 929 778	3 818 091	111 687
Autres	50 442	107 584	107 957	50 069
	50 442	4 037 362	3 926 048	161 756
Officiers de justice	55 278	159 626	152 531	62 373
Municipalités	1 562	1 204	701	2 065
	107 282	4 198 192	4 079 280	226 194

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Encaisse	1 747	2 044
Valeurs détenues:		
Obligations	40 567	40 770
Bons du trésor de gouvernements	1 660	1 685
Avances au Fonds consolidé du revenu	182 220	62 783
	226 194	107 282
PASSIF		
Dépôts:		
Sociétés, organismes et particuliers	161 756	50 442
Officiers de justice	62 373	55 278
Municipalités	2 065	1 562
	226 194	107 282

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS EN FIDÉICOMMIS**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1993

1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

Les Fonds en fidéicomis sont composés:

- de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers. Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).
- de sommes perçues et de crédits pour intrants administrés pour le gouvernement du Canada au titre de la taxe sur les produits et services.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au sous-ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des Fonds en fidéicomis au 31 mars 1993, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 3 novembre 1993

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
REVENUS		
Ventes et abonnements	10 755 768 \$	8 969 845 \$
Services et autres	113 972	92 218
	10 869 740	9 062 063
Redevances	235 025	49 617
	10 634 715	9 012 446
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)	6 159 247	5 795 249
REVENU BRUT	4 475 468	3 217 197
FRAIS DE COMMERCIALISATION (note 4)	5 077 560	4 827 905
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 4)	1 748 294	1 651 114
	6 825 854	6 479 019
PERTE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	2 350 386	3 261 822
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	3 275 000	3 227 684
REVENU NET (PERTE NETTE)	924 614	(34 138)
EXCÉDENT AU DÉBUT	870 823	904 961
EXCÉDENT À LA FIN	1 795 437 \$	870 823 \$

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (Perte nette)	924 614 \$	(34 138) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	132 463	132 262
Amortissement des frais reportés	70 555	64 490
	1 127 632	162 614
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(502 768)	1 074 669
Liquidités provenant des activités d'exploitation	624 864	1 237 283
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions:		
Immobilisations	(91 869)	(45 388)
Frais reportés	(42 558)	(103 730)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(134 427)	(149 118)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	490 437	1 088 165
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	1 342 095	253 930
LIQUIDITÉS À LA FIN	1 832 532 \$	1 342 095 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	532 532 \$	842 095 \$
Placement temporaire - au coût (note 5)	1 300 000	500 000
Débiteurs	1 935 155	1 328 226
Travaux en cours	80 160	169 427
Stocks	1 806 451	1 889 824
	<u>5 654 298</u>	<u>4 729 572</u>
Immobilisations (note 6)	278 186	318 780
Frais reportés (note 7)	220 097	248 094
	<u>6 152 581 \$</u>	<u>5 296 446 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	1 059 279 \$	1 641 306 \$
Revenus reportés	1 337 007	823 459
	<u>2 396 286</u>	<u>2 464 765</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	1 960 858	1 960 858
	<u>4 357 144</u>	<u>4 425 623</u>
EXCÉDENT	1 795 437	870 823
	<u>6 152 581 \$</u>	<u>5 296 446 \$</u>

Raynald Brulotte
Administrateur du Fonds Les
Publications du Québec

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1993**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le ministre des Communications dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est indéterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est déterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

Redevances

Les opérations reliées au paiement ou à la réception de redevances sont établies et comptabilisées aux dates spécifiées aux ententes.

Travaux en cours

Les travaux en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

Stocks

Les stocks de livres et autres articles sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Frais reportés

Les frais reportés transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres frais reportés sont inscrits au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1993	1992
Travaux en cours au début	169 427 \$	71 273 \$
Frais directs d'édition	3 786 889	3 721 654
Main-d'oeuvre directe d'édition	1 152 895	1 003 421
Frais généraux d'édition:		
Traitements et avantages sociaux	344 371	299 723
Honoraires professionnels	34 279	30 436
Transport et communications	35 755	39 739
Loyers	141 165	131 065
Entretien et réparations	5 898	3 327
Fournitures et approvisionnements	15 175	14 243
Matériel et équipement	11 359	8 080
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	36 475	25 721
	624 477	552 334
Travaux en cours à la fin	5 733 688 80 160	5 348 682 169 427
Coût des produits édités	5 653 528	5 179 255
Achats de marchandises pour la revente	570 708	464 471
	6 224 236 (148 362)	5 643 726 (79 943)
Stocks au début	6 075 874 1 889 824	5 563 783 2 121 290
Stocks à la fin	7 965 698 1 806 451	7 685 073 1 889 824
	6 159 247 \$	5 795 249 \$

4. FRAIS DE COMMERCIALISATION ET D'ADMINISTRATION

	1993		1992	
	Frais de commercialisation	Frais d'administration	Frais de commercialisation	Frais d'administration
Traitements et avantages sociaux	2 719 087 \$	1 127 901 \$	2 471 271 \$	1 081 232 \$
Honoraires professionnels	270 905	139 166	270 375	127 430
Transport et communications	1 151 792	135 149	1 171 588	128 022
Loyers	734 897	106 066	700 304	103 692
Entretien et réparations	11 404	29 066	29 912	30 485
Fournitures et approvisionnements	96 921	42 944	104 151	50 285
Matériel et équipement	18 612	9 044	11 627	10 105
Autres	3 765	62 591	100	17 409
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	70 177	96 367	68 577	102 454
	5 077 560 \$	1 748 294 \$	4 827 905 \$	1 651 114 \$

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

5. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent du Fonds Les Publications du Québec.

6. IMMOBILISATIONS

	1993		1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	303 096 \$	144 861 \$	158 235 \$
Mobilier de bureau	186 429	162 216	24 213
Équipement de bureautique	180 672	128 198	52 474
Améliorations locatives	101 764	68 566	33 198
Équipement d'entrepôt	51 771	41 705	10 066
	<u>823 732 \$</u>	<u>545 546 \$</u>	<u>278 186 \$</u>
			<u>318 780 \$</u>

7. FRAIS REPORTÉS

	1993		1992
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Frais de développement de systèmes informa- tiques	373 970 \$	154 540 \$	219 430 \$
Droits d'auteur	8 757	8 090	667
	<u>382 727 \$</u>	<u>162 630 \$</u>	<u>220 097 \$</u>
			<u>248 094 \$</u>

8. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1993	1992
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des publications gouvernementales, sans intérêt et sans modalités de remboursement	1 803 090 \$	1 803 090 \$
Solde dû suite au transfert d'immobilisations et de frais reportés du ministère des Communications, sans intérêt et sans modalités de remboursement	157 768	157 768
	<u>1 960 858 \$</u>	<u>1 960 858 \$</u>

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1993

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

En vertu d'une décision du Conseil du trésor, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1^{er} avril 1992, d'assumer pour le Fonds les contributions d'employeur à ces régimes. Les contributions défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 234 047 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

10. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1993	1992
Opérations		
Subvention du gouvernement du Québec	3 275 000 \$	3 227 684 \$
Revenus	4 298 973	3 547 293
Dépenses	1 830 350	1 427 405
Bilan		
Débiteurs	1 080 363	531 766
Créditeurs	285 135	348 227
Revenus reportés	818 955	440 026
Dû au Fonds consolidé du revenu	1 960 858	1 960 858

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1992 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1993.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification a permis de constater que certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le ministère des Communications à même ses crédits budgétaires n'ont pas été comptabilisées par le Fonds. À mon avis, le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le résultat des opérations des années financières terminées les 31 mars 1993 et 1992, sur les créditeurs et sur l'excédent aux 31 mars 1993 et 1992.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 30 août 1993

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1993

	1993	1992
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	52 274 071 \$	79 033 277 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	43 428	771 843
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	116 392 306	129 405 874
Produit d'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	3 125 000	
	<u>171 834 805</u>	<u>209 210 994</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques		57 725 000
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	24 649 329	27 078 613
Parachèvement des installations olympiques Biodôme	14 373 392	37 659 293
	9 457 173	37 587 412
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	124 149 902	109 586 376
Intérêts sur les emprunts à court terme: Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	1 307 423	866 603
Du Fonds spécial olympique	16 346	1 523
	<u>173 953 565</u>	<u>270 504 820</u>
DIMINUTION DU FONDS	2 118 760	61 293 826
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	1 789 103	63 082 929
SOLDE (DÉFICITAIRE) DU FONDS À LA FIN	<u>(329 657) \$</u>	<u>1 789 103 \$</u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1993

	1993	1992
ACTIF		
Encaisse	72 513 \$	35 709 \$
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	3 805 268	5 208 966
Autres	889	2 751
Intérêts courus	283	4 419
	<u>3 878 953 \$</u>	<u>5 251 845 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs		
Fonds consolidé du revenu	4 208 610 \$	3 430 030 \$
Autres		32 712
SOLDE (DÉFICITAIRE) DU FONDS	<u>(329 657)</u>	<u>1 789 103</u>
	<u>3 878 953 \$</u>	<u>5 251 845 \$</u>

Bob Mc Cullough
Administrateur du Fonds
spécial olympique

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1993****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976 chapitre 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1^{er} avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les remboursements et les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursement.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1993 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1993, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 1^{er} septembre 1993



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003963